

# SÉNAT DE BELGIQUE

## SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

22 JUILLET 2003

**Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation**

(Déposée par Mme Clotilde Nyssens et consorts)

## DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 13 mars 2003 (doc. Sénat, n° 2-1528/1 — 2002/2003).

Dès la fin des années 80, des laboratoires privés et certaines cliniques universitaires proposaient leurs services à des particuliers, des avocats ou des médecins aux fins de confirmer ou d'infirmer des parentés douteuses au moyen d'un simple prélèvement sanguin permettant une analyse de l'ADN via la méthode des empreintes génétiques(1).

Aujourd'hui, les sociétés qui commercialisent ces tests qui visent essentiellement la paternité, les mettent en vente en kit via Internet et l'opération semble connaître un succès croissant ...

(1) Sur cette question, voyez les développements de N. Denies dans «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», in *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme*, Brulyant-Yvon Blais, Bruxelles, Montréal, 1997, pp. 299-351 et, du même auteur, la note publiée sous l'avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 16 juin 2001, *BCN*, n° 93, pp. 11 et suivantes.

# BELGISCHE SENAAT

## BUITENGEWONE ZITTING 2003

22 JULI 2003

**Wetsvoorstel tot reglementering van het gebruik van genetische analyses voor identificatiedoelen inzake afstamming**

(Ingediend door mevrouw Clotilde Nyssens c.s.)

## TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 13 maart 2003 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-1528/1 — 2002/2003).

Sedert het einde van de jaren 80 bieden privé-laboratoria en sommige universitaire ziekenhuizen aan particulieren, advocaten en artsen de mogelijkheid uitsluitsel te krijgen over een vermeende afstamming via een DNA-analyse van een bloedmonster via de methode van de genetische vingerafdruk(1).

Bedrijven die deze «vaderschapstests» verkopen bieden ze in kits aan op het internet, en blijkbaar met toenemend succes.

(1) Zie hierover de uiteenzetting van N. Denies in «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», in *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme*, Brulyant-Yvon Blais, Brussel, Montreal, 1997, blz. 299-351 en, van dezelfde auteur, de nota opgenomen in het advies van de Nationale Raad van de Orde van geneesheren van 16 juni 2001, *TNR*, nr. 93, blz. 11 en volgende.

Tandis que certains laboratoires procèdent à l'analyse des échantillons sanguins qui leur parviennent par voie postale, d'autres organisent ces tests selon une procédure plus formelle qui implique, outre un contact téléphonique, une consultation avec les intéressés au cours de laquelle le prélèvement sanguin est effectué sur les adultes et l'enfant concerné.

Lorsqu'il s'agit des kits commercialisés en Belgique et dont les ventes se sont multipliées depuis quelques mois, les acheteurs en ligne reçoivent à leur domicile un coton-tige qu'ils doivent frotter à l'intérieur de la joue afin de recueillir un peu de sécrétions contenant l'ADN à analyser. Afin de ne pas invalider le test, ceux qui y sont soumis sont tenus de s'abstenir de manger une heure avant le prélèvement et de se laver les mains.

Le coton-tige est ensuite replacé dans une pochette scellée et réexpédié dans l'emballage prévu par la firme. Trois à dix jours plus tard, la réponse parvient aux intéressés par simple retour du courrier, et avec elle, les surprises qu'elle peut engendrer. Une telle opération coûte entre 600 et 700 euros environ selon que la réponse est attendue ou non dans l'urgence(1) ...

## 1. Une méthode scientifiquement éprouvée

Mise au point par les professeurs britanniques A. Jeffrey, J. Brookfields et R. Semenoff, la technique de l'identification par les empreintes génétiques repose sur le postulat principal du caractère unique de tout individu(2).

Chaque être humain non jumeau possède en effet un patrimoine héréditaire original, plus connu sous le nom de génome, fourni par moitié par chacun de ses auteurs, au moment de la fécondation(3).

Ce génome s'inscrit dans le noyau de chaque cellule corporelle sous forme de paires de 23 chromosomes constitués d'une molécule complexe d'acide désoxyribonucléique (ADN)(4).

(1) Voyez à ce propos: C. Vrayenne «Le boom des tests de paternité», *La Capitale*, 3 octobre 2002.

(2) M. Follana-Massot et B. Lassalle, «Le recours aux examens génétiques selon le projet de réforme du Code civil», *Revue de la Recherche juridique, Droit Prospectif*, 1993-2, p. 350.

(3) J.C. Galloux, «L'empreinte génétique: la preuve parfaite?», *Sem. Jur.*, 1991, p. 104, n° 2.

(4) *Ibidem*, p. 104, n° 3.

Sommige laboratoria analyseren bloedstalen die hen per post worden opgestuurd, andere werken volgens een meer formele procedure waarbij niet alleen telefonisch contact wordt opgenomen met de betrokkenen, maar ook een afspraak wordt gemaakt om bloed af te nemen bij de volwassenen en het betrokken kind.

De *on line* verkoop van kits in België is de afgelopen maanden enorm toegenomen. De kopers krijgen een wattenstaafje thuisgestuurd waarmee zij in de mond een staltje wangslijm moeten nemen. Het DNA in dat wangslijm zal dan geanalyseerd worden. De testpersonen moeten hun handen wassen en mogen een uur voor de afname van het slijm niet te eten, zodat zij het staal niet kunnen «besmetten».

Nadien stoppen zij het wattenstaafje in een zakje en sturen zij het met bijbehorende verpakking terug naar de firma. Drie tot tien dagen later krijgen zij het antwoord per post, mét de bijbehorende verrassingen. De kostprijs bedraagt tussen de 600 en de 700 euro, afhankelijk van hoe snel het antwoord moet worden bezorgd(1) ...

## 1. Een wetenschappelijk geteste methode

De techniek van de identificatie via genetische vingerafdrukken werd ontwikkeld door de Britse professoren A. Jeffrey, J. Brookfields et R. Semenoff en is gebaseerd op het axioma dat ieder individu uniek is(2).

Met uitzondering van tweelingen beschikt ieder menselijk individu over uniek erfelijk materiaal, ook wel het genoom genoemd. Bij de bevruchting krijgt ieder mens van elk van zijn ouders een helft van dat genoom(3).

Het genoom bevindt zich in de kern van elke lichaamscel in de vorm van 23 paar chromosomen die bestaan uit een complexe molecule desoxyribonucleïnezuur (DNA)(4).

(1) Zie hierover: C. Vrayenne «Le boom des tests de paternité», *La Capitale*, 3 oktober 2002.

(2) M. Follana-Massot en B. Lassalle, «Le recours aux examens génétiques selon le projet de réforme du Code civil», *Revue de la Recherche juridique, Droit Prospectif*, 1993-2, blz. 350.

(3) J.C. Galloux, «L'empreinte génétique: la preuve parfaite?», *Sem. Jur.*, 1991, blz. 104, nr. 2.

(4) *Ibidem*, blz. 104, nr. 3.

À l'inverse des procédés traditionnels d'identification consistant en une série de tests longs et coûteux basés sur l'étude successive des globules blancs, des protéines de surface et des globules rouges ainsi que de certains enzymes sanguins, l'empreinte génétique étudie certains caractères de ces filaments entrelacés d'ADN(1).

C'est la découverte de la présence de mini-satellites, portions d'ADN composées de courtes séquences de 10 à 15 paires de nucléotides répétées plusieurs fois, mais surtout hypervariables d'un individu à l'autre, qui a permis d'élaborer une méthode qui visualise l'ADN de chacun sous la forme d'un code barre, semblable à celui qui figure sur les produits de consommation, et spécifique à chaque individu(2).

Précisons en outre le caractère transmissible via l'hérédité, de la distribution des diverses séquences de longueur distincte le long de la molécule d'ADN.

La comparaison entre les codes révélés par l'analyse d'échantillons (de n'importe quel échantillon de cellules humaines pourvues d'un noyau, notamment de sang, mais aussi de quelques traces de sperme, fragments de peau, d'ongles, de salive ou même de quelques racines de cheveux ou de poils) issus d'individus divers permettra, si l'on sait que le patrimoine génétique d'un enfant est constitué pour moitié par celui de son père, et pour l'autre par celui de sa mère(3), d'établir l'existence ou non d'un lien de filiation entre ces individus.

Les résultats sont donnés sur la base d'un calcul de probabilité réalisé à partir d'une étude de population de référence(4).

La pratique ainsi rapidement acquise présente l'avantage de permettre la désignation positive d'une paternité, alors que les techniques traditionnelles se limitaient à l'exclure(5).

La diversité des supports de l'ADN, présent même sur un échantillon vieux de plusieurs années, voire

(1) «Recherche de paternité ou identification: l'empreinte génétique constitue un moyen d'identification à la disposition du monde juridique», *RDPC*, 1989, p. 307.

(2) J.C. Galloux, *op. cit.*, p. 105, n° 5.

(3) «Empreinte génétiques IDNA ....», *op. cit.*

(4) J.C. Galloux, *op. cit.*, p. 105, n° 7.

(5) J.O. Viout, «Tests d'identification génétique et droit de la filiation ... État de quelques questions», *Journal de médecine légale/Droit médical*, 1991, tome 34, n° 3-4, p. 173. Selon certains auteurs, la méthode des empreintes génétiques constitue «la méthode médicale certaine» (voyez à ce propos: A. Bottiau, «Empreintes génétiques et droit de la filiation», *DS*, 1989, p. 272).

Terwijl bij de klassieke identificatieprocedures tijdrovende en dure studies worden uitgevoerd van de witte en de rode bloedlichaampjes, de oppervlakte-eiwitten en sommige enzymen in het bloed, worden bij de genetische vingerafdruk bepaalde kenmerken van deze DNA-strengen onderzocht(1).

Dankzij de ontdekking van microsatelliet-DNA, korte, repetitieve DNA-sequenties van 10 tot 15 paren nucleotiden die van individu tot individu zeer sterk variëren, kon een methode worden ontwikkeld voor de omzetting van het DNA in een streepjescode (zoals op verbruiksgoederen) die voor ieder individu verschillend is(2).

De verdeling over de DNA-molecule van verschillende sequenties, die niet allemaal even lang zijn, kan via de erfelijkheid worden overgedragen.

De codes die gevonden zijn in monsters van verschillende individus (van om het even welke menselijke cel met een celkern, bijvoorbeeld uit bloed, sperma, huid, nagels, speeksel, haartjes of haren) worden vergeleken. Aangezien een kind zijn erfelijk materiaal voor de helft van zijn vader en voor de andere helft van zijn moeder krijgt(3), kan door die vergelijking aangetoond worden of de individuen verwant zijn of niet.

De resultaten worden verkregen via kansberekening op basis van een steekproef(4).

Met deze methode kan voortaan vastgesteld worden dat iemand wel degelijk de vader is, terwijl met de klassieke methodes het vaderschap alleen kon worden uitgesloten(5).

DNA kan op zeer verschillende dragers voorkomen, zelfs op een staal dat jaren oud is of op een lijk in

(1) «Recherche de paternité ou identification: l'empreinte génétique constitue un moyen d'identification à la disposition du monde juridique», *RDPC*, 1989, blz. 307.

(2) J.C. Galloux, *op. cit.*, blz. 105, nr 5.

(3) «Empreinte génétiques IDNA ....», *op. cit.*

(4) J.C. Galloux, *op. cit.*, blz. 105, nr. 7.

(5) J.O. Viout, «Tests d'identification génétique et droit de la filiation ... État de quelques questions», *Journal de médecine légale/Droit médical*, 1991, deel 34, nr. 3-4, blz. 173. Volgens sommige auteurs is de methode van de genetische vingerafdruk «la méthode médicale certaine» (zie hierover: A. Bottiau, «Empreintes génétiques et droit de la filiation», *DS*, 1989, blz. 272).

prélevé sur un cadavre décomposé, étend en outre le champ des possibilités d'investigation(1).

À ces avantages s'ajoute la fiabilité particulièrement élevée des résultats obtenus, qui peut être illustrée par une probabilité de 1 sur 30 milliards que deux individus non apparentés aient exactement la même empreinte génétique(2).

## 2. Une méthode dont les usages privés se multiplient

Perçue comme une preuve pratique, aisée et quasiment infaillible, la technique des empreintes génétiques a reçu, depuis quelques années déjà, la faveur de l'opinion publique ainsi que des tribunaux de plusieurs pays, d'Europe ou d'ailleurs(3). Elle est aujourd'hui accessible à tous, sans intervention judiciaire et offre un résultat fiable à 99,95% pour autant que les tests soient pratiqués dans des conditions optimales.

De tels recours, mis dans un souci de vérification, peuvent constituer un préalable à une éventuelle

(1) M. Follana-Massot et B. Lassalle, *op. cit.*, p. 359; J.C. Galloux, *op. cit.*, p. 106.

(2) A. Bouillon, *op. cit.*, p. 19.

(3) Cette méthode présente en effet des avantages dans beaucoup de domaines parmi lesquels on peut par exemple citer, les affaires criminelles où elles ont d'ores et déjà permis d'identifier les auteurs d'agressions sexuelles. Voyez notamment le «*Pitchfork and Kelly case*» en Angleterre ou encore l'affaire Luc Tangorre en France où la police de l'un et l'autre État réussit à confondre des individus suspectés de viol grâce à la comparaison des empreintes génétiques des suspects avec celles réalisées à partir des traces biologiques retrouvées sur les corps des victimes. Lire à ce propos: N. Lavranos, «DNA-profiling and Information Technology: A New Weapon for Crime Detection and Prevention?», *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 1994-4, p. 359; J.C. Galloux, *op. cit.*, p. 104; M. White et J.J. Greenwook, «DNA fingerprinting and the law», *Modern Law Review*, volume 51, 1988, pp. 148 et suivantes; Akéla Sari, «Et les indices se mirent à parler», *Science et Technologie*, mars 1989, pp. 49 et suivantes. Outre-Atlantique, certaines affaires criminelles telles par exemple les affaires New York *versus* Castro, New York *versus* McNamara, Texas *versus* Hicks furent tranchées après un recours à la technique des empreintes génétiques. Lisez à ce propos: E.S. Lander, «DNA Fingerprinting on trial», *Nature*, volume 339, 15 juin 1989, pp. 501 et suivantes; C. Norman, «Maine Case Deals Blow to DNA Fingerprinting», *Science*, volume 246, pp. 1556 et suivantes. Outre le domaine pénal, la méthode permet aussi de découvrir l'identité véritable d'enfants volés et de contrôler le flot d'immigrants en vérifiant les prétendues relations familiales de ceux-ci avec des résidents. L'on se gardera bien sûr d'oublier l'utilisation de la méthode des empreintes génétiques dans le cadre des actions relatives à la filiation, qui constituent en majeure partie l'objet de cette étude.

staat van ontbinding. Dat vergroot natuurlijk de onderzoeks mogelijkheden(1).

Bovendien zijn de resultaten uiterst betrouwbaar: de kans dat twee niet-verwante individuen dezelfde genetische vingerafdruk hebben, bedraagt 1 op 30 miljard(2).

## 2. Een steeds vaker door particulieren gebruikte methode

De techniek van de genetische vingerafdruk wordt beschouwd als een handzaam, makkelijk en nageenoeg onfeilbaar bewijsmiddel; zij wordt dan ook algemeen aanvaard zowel door de publieke opinie als door rechtbanken in heel wat Europese en niet-Europese landen(3). Momenteel kan iedereen gebruik maken van deze methode, zonder een beroep te moeten doen op het gerecht. Bovendien is het resultaat voor 99,95% betrouwbaar, op voorwaarde dat de tests in optimale omstandigheden worden uitgevoerd.

Als iemand zijn toevlucht neemt tot deze methode om een vermoeden eerst te controleren, kan zulk een

(1) M. Follana-Massot en B. Lassalle, *op. cit.*, blz. 359; J.C. Galloux, *op. cit.*, blz. 106.

(2) A. Bouillon, *op. cit.*, blz. 19.

(3) Deze methode biedt immers heel wat voordelen in verschillende domeinen, zoals bijvoorbeeld wanneer dankzij deze techniek de dader van een seksueel misdrijf gevatt kan worden. Zo zijn er bijvoorbeeld de «*Pitchfork and Kelly case*» in Engeland of de zaak Luc Tangorre in Frankrijk waar de politie kon bewijzen dat de personen die verdacht werden de verkrachting wel degelijk gepleegd hadden dankzij de vergelijking van hun genetisch materiaal met het materiaal uit biologische resten op de lichamen van de slachtoffers. Zie hierover: N. Lavranos, «DNA-profiling and Information Technology: A New Weapon for Crime Detection and Prevention?», *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 1994-4, blz. 359; J.C. Galloux, *op. cit.*, blz. 104; M. White en J.J. Greenwook, «DNA fingerprinting and the law», *Modern Law Review*, volume 51, 1988, blz. 148 en volgende; Akéla Sari, «Et les indices se mirent à parler», «*Science et Technologie*», maart 1989, blz. 49 en volgende. In Noord-Amerika kwam er in sommige onderzoeken, zoals bijvoorbeeld in New York *versus* Castro, New York *versus* McNamara Texas, *versus* Hicks een doorbraak dankzij de techniek van de genetische vingerafdruk. Zie hierover: E.S. Lander, «DNA Fingerprinting on trial», *Nature*, volume 339, 15 juni 1989, blz. 501 en volgende; C. Norman, «Maine Case Deals Blow to DNA Fingerprinting», *Science*, volume 246, blz. 1556 en volgende. Behalve in het strafrecht kan de methode ook nuttig zijn om bijvoorbeeld de ware identiteit van ontvoerde kinderen te achterhalen en de migratiestroom in te dijken door de familiebanden waar de migranten zich op beroepen, te controleren. Natuurlijk mogen we niet vergeten dat de methode ook gebruikt wordt in zaken die te maken hebben met afstamming, waar toch een groot deel van deze studie aan gewijd is.

intervention judiciaire. Ainsi, par exemple, de cette façon, le mari qui s'estime trompé pourra se procurer une certitude avant de contester judiciairement sa paternité selon les règles édictées par l'article 318 du Code civil. De même, le père biologique s'assurera ainsi de sa paternité à l'égard de l'enfant de sa concubine avant de le reconnaître ou d'agir selon les articles 320 ou 323 du Code civil. Enfin, il se peut également qu'une mère, désireuse de voir la filiation de son enfant établie l'égard de son concubin, prélève, à l'insu de ce dernier quelques-uns de ses cheveux afin de se réserver plus facilement une preuve décisive pour une éventuelle action en recherche de paternité ultérieure(1).

Cependant, dès lors que la voie judiciaire est définitivement fermée notamment lorsque les délais d'action sont expirés, le risque existe tout autant d'un recours à de telles pratiques. Ainsi, c'est le cas du mari, animé par un simple doute sur la fidélité de son épouse et donc sur sa paternité qui décide, par le biais du recours officieux à un laboratoire privé et après l'écoulement du délai d'un an prévu par l'article 332 du Code civil pour contester cette paternité, d'asseoir sa conviction (même si juridiquement, tous les effets de sa paternité restent établis)(2).

### **3. Une méthode qui suscite bon nombre d'interrogations**

Dans ces dernières circonstances, l'accès simplifié et le recours croissant à cette nouvelle opportunité scientifique n'est cependant pas sans poser un certain nombre de questions d'ordre juridique et d'ordre psychologique dès lors que la demande de comparaison des empreintes génétiques est motivée par un souci de curiosité malsaine dont les conséquences peuvent de surcroît remettre en cause toute une vie au préjudice de l'enfant lui-même.

Le but de la présente proposition de loi est d'apporter des réponses adéquates à ces questions via l'encadrement et la limitation des recours privés aux tests d'ADN.

#### *I. D'un point de vue juridique*

Plusieurs problèmes peuvent être soulevés :

1. D'une part, les recours privés aux laboratoires ou aux kits ADN afin de réaliser la comparaison des

(1) Voyez les développements de N. Denies, «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», *op. cit.*

(2) *Ibidem.*

test het uitgangspunt vormen om nadien een beroep te doen op het gerecht. Zo kan bijvoorbeeld de echtgenoot die vermoedt dat hij werd bedrogen, eerst zekerheid krijgen alvorens zijn vaderschap juridisch te bewijzen krachtens de in artikel 318 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde regels. Op dezelfde manier kan de biologische vader eerst de zekerheid krijgen dat hij de vader is van het kind van zijn vriendin voor dat hij het kind erkent of handelt volgens de artikelen 320 of 323 van het Burgerlijk Wetboek. Ten slotte kan ook een moeder die de verwantschap tussen haar kind en haar vriend wenst te bewijzen, zonder medeweten van haar vriend een aantal van zijn haren laten controleren. Op die manier beschikt zij over duidelijke bewijzen als zij achteraf een vordering tot erkenning van het vaderschap wenst in te stellen(1).

Als de termijnen voor het instellen van een rechtsvordering verstrekken zijn, kan definitief geen beroep meer worden gedaan op het gerecht. Het risico bestaat dan nog wel dat gebruik gemaakt wordt van deze technieken. Een echtgenoot die twijfelt aan de trouw van zijn echtgenote en dus aan zijn vaderschap, kan bijvoorbeeld ook na het verstrijken van de wettige termijn om het vaderschap te bewijzen (in artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek bepaald op een jaar), officieus een beroep doen op een privé-laboratorium en zijn vermoedens bevestigd of ontkend zien (ook al blijven natuurlijk juridisch gezien de gevolgen van zijn vaderschap onveranderd)(2).

### **3. Een methode die flink wat vragen doet rijzen**

Dat er ook in gevallen als hierboven beschreven, zo makkelijk en steeds vaker gebruik gemaakt wordt van deze nieuwe wetenschappelijke mogelijkheid, roept toch een aantal juridische en psychologische vragen op. Het verzoek om genetische vingerafdrukken te vergelijken, is dan immers ingegeven door een ongezonde nieuwsgierigheid die een heel leven lang ernstige gevolgen kan hebben en de toekomst van het kind op losse schroeven kan zetten.

Dit wetsvoorstel biedt een antwoord op deze vragen door het gebruik van DNA-tests door particulieren te regelen en te beperken.

#### *I. In juridisch opzicht*

Er kunnen meerdere bezwaren worden geopperd :

1. Om te beginnen kunnen de rechten van het kind op bescherming van zijn privé-leven en op een rustig

(1) Zie hierover N. Denies, «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», *op. cit.*

(2) *Ibidem.*

empreintes génétiques d'un enfant et de ses parents sont, dans certains cas, susceptibles de mettre à mal les droits reconnus à l'enfant au respect de sa vie privée et familiale et à la sérénité familiale.

Le législateur entoure d'une protection toute particulière la filiation d'un enfant lorsqu'elle est légalement établie et il entend dans de nombreux cas, tant pour l'enfant né dans le mariage que pour l'enfant né hors mariage protéger de manière définitive la filiation établie(1). En témoignent notamment les titulaires limités et les délais réduits pour la contestation juridique de la présomption de paternité du mari de la mère ou encore, les conditions très strictes émises par la loi pour la contestation de la reconnaissance de l'enfant né hors mariage.

La recherche clandestine de la paternité dans les cas où plus aucune contestation légale de la filiation par les parents eux-mêmes n'est possible est extrêmement dangereuse. Il s'agira en effet de dévoiler à l'enfant et à ses parents légaux une vérité biologique susceptible dans de nombreux cas de troubler la sérénité familiale à laquelle l'enfant peut aujourd'hui légalement prétendre. En effet, l'article 8 de la Convention internationale des droits de l'enfant (déclaré directement applicable par la Cour de cassation)(2), proclame le droit pour l'enfant de préserver ses relations familiales telles qu'elles sont reconnues par la loi nationale du pays dont il est sujet.

Le dévoilement de cette vérité, en contradiction avec une filiation légale définitive pour les parents nous apparaît non seulement contraire à l'intérêt de l'enfant mais aussi dans certains cas dangereux pour lui. L'enfant pourrait en effet être victime de violences morales ou physiques de la part d'un père légal qui se découvre trompé. Dans ce cas, la responsabilité civile de l'établissement ayant pratiqué le test pourrait être engagée.

Enfin, si le droit de l'enfant au respect de sa vie privée et familiale consacré par les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme doit

(1) À propos de cette protection on lira M.T. Meulders-Klein, «L'établissement et les effets personnels de la filiation selon la loi belge du 31 mars 1987», *Annuaire du Droit*, Louvain, 1987, pp. 213 et suivantes et N. Denies, «La preuve ...», *op. cit.*

(2) Il semble aujourd'hui que depuis son arrêt du 11 mars 1994, la Cour de cassation belge se soit prononcée en faveur du principe de l'applicabilité directe de la Convention des droits de l'enfant. En effet, bien que cet arrêt ait été rendu en matière d'exercice de l'autorité parentale et, plus spécifiquement de son droit aux relations personnelles avec l'enfant, l'arrêt semble, sur les conclusions conformes de l'avocat général du Jardin, donner à l'article 9 mais aussi à toute la convention, applicabilité directe (Cass. 11 mars 1994, *Pas.*, 1994, 1, p. 247).

gezinsleven met voeten worden getreden als een particulier een beroep doet op laboratoria of op DNA-kits om de genetische vingerafdrukken van ouders en kind te vergelijken.

De wetgever spant zich in om de afstamming van een kind te beschermen zodra die wettig is vastgelegd. In heel wat gevallen, zowel voor kinderen geboren binnen een huwelijk als voor buitenhuwelijks kinderen, wordt die afstamming zelfs definitief beschermd(1). Dat blijkt bijvoorbeeld uit het feit dat slechts een beperkte categorie personen het vermoeidelijke vaderschap van de echtgenoot van de moeder mag betwisten en de termijnen om dat te doen erg beperkt zijn. Ook de voorwaarden om de erkenning van een kind dat niet binnen een huwelijk is geboren, te betwisten, zijn erg streng.

Als de ouders zelf de afstamming niet meer op een wettige manier kunnen betwisten, vormt het heimelijk onderzoek van het vaderschap een groot gevaar. Zowel het kind als de wettige ouders zullen immers met een biologische waarheid geconfronteerd worden die wellicht het rustige gezinsleven zal verstoren waar een kind wettig gezien recht op heeft. Artikel 8 van het Verdrag inzake de rechten van het kind (door het Hof van Cassatie rechtstreeks toepasselijk verklaard)(2), geeft het kind het recht zijn familiebetrekkingen zoals wettig erkend door het land waarvan het onderdaan is, te behouden.

Het onthullen van die waarheid, die niet strookt met de definitief vastgestelde wettige afstamming, lijkt ons niet alleen strijdig met het belang van het kind, maar soms zelfs gevaarlijk voor het kind. De wettige vader die ontdekt dat hij werd bedrogen, zou het kind immers fysiek of psychisch geweld kunnen aandoen. In dat geval zou de inrichting die de test heeft uitgevoerd, burgerlijk aansprakelijk kunnen worden gesteld.

Het recht van het kind op eerbiediging van zijn privé- en gezinsleven bepaald in de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de

(1) Zie hierover M.T. Meulders-Klein, «L'établissement et les effets personnels de la filiation selon la loi belge du 31 mars 1987», *Annuaire du Droit*, Leuven, 1987, blz. 213 en volgende en N. Denies, «La preuve ...», *op. cit.*

(2) Nu lijkt het alsof het Belgische Hof van Cassatie zich sedert zijn arrest van 11 maart 1994 heeft uitgesproken ten gunste van het principe van rechtstreeks toepasselijkheid van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Hoewel dit arrest werd gewezen inzake de uitoefening van het ouderlijk gezag, en meer bepaald inzake het recht op persoonlijke betrekkingen met het kind, lijkt het arrest, volgens de overeenkomstige conclusies van advocaat-generaal du Jardin, niet alleen artikel 9 maar het gehele verdrag te beschouwen als rechtstreeks toepasselijk (Cass. 11 maart 1994, *Pas.*, 1994, 1, blz. 247).

être entendu comme son droit à préserver le secret de sa filiation, le dévoilement non consenti par lui, totalement inutile et nuisible à son intérêt d'une vérité biologique en contradiction avec une vérité légale porte assurément atteinte à ce droit. La présente proposition de loi se fonde sur l'intérêt de l'enfant et sur son droit au respect de sa vie privée et familiale et à la sérénité familiale, pour condamner ces recours et, spécifiquement, l'utilisation clandestine des tests ADN notamment via internet.

2. D'autre part, les recours des parents aux laboratoires ou aux kits ADN afin de réaliser la comparaison des empreintes génétiques de leur enfant mineur avec les leurs constituent un abus dans l'exercice de l'autorité parentale.

Les parents, investis de l'autorité parentale sur la personne et les biens de leur enfant mineur, disposent de ce fait du pouvoir de le représenter dans tous les actes de la vie courante. Ils sont néanmoins tenus d'exercer cette autorité parentale dans les limites que leur impose en tout état de cause le respect de l'intérêt primordial de l'enfant(1).

Dans le cas du recours aux laboratoires privés ou aux kits ADN vendus via internet, les candidats au test sont invités à donner leur accord par écrit et à remettre ou envoyer une photocopie de leur carte d'identité. Les parents donnent donc leur accord à la réalisation du test au nom de leur enfant mineur. En outre, lorsque le test se fait en laboratoire par le biais d'un prélèvement sanguin, les parents consentent également seul au nom de leur enfant à ce prélèvement et, partant, à l'atteinte à l'intégrité physique de leur enfant qu'il constitue. La récente loi relative aux droits du patient ne prévoit en effet l'association de l'enfant aux décisions médicales que lorsqu'il possède la maturité suffisante à cette fin ce qui ne peut être le cas d'un enfant en bas âge. En vertu de cette même loi, seul l'enfant mineur qui peut être estimé apte à apprécier raisonnablement ses intérêts peut consentir seul au prélèvement(2).

---

(1) Selon De Page, «L'autorité parentale est un ensemble de prérogatives qui ne peuvent s'exercer que dans l'intérêt de l'enfant (voyez les articles 373, 374, 376 et 379). C'est un pouvoir de protection. Ce n'est pas un droit établi au profit des père et mère, et dont ils peuvent se borner à retirer le bénéfice. S'il n'est pas exercé dans le seul intérêt de l'enfant, ce droit apparaît comme non fondé et par conséquent sans fondement. En user à d'autres fins c'est le détourner de sa destination, le déformer (...)» (*Traité élémentaire de droit civil belge*, *op. cit.*, tome I, volume II, n° 1000, p. 955 et les références citées à la note 4).

(2) Voyez la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, *Moniteur belge* du 26 septembre 2002, p. 43719, article 12.

mens, kan worden begrepen als het recht op geheimhouding van zijn afstamming. Als het feit dat de biologische afstamming verschilt van de wettige, wordt onthuld zonder de instemming van het kind en zonder reden en bovendien het belang van het kind schaadt, wordt dit recht dus met voeten getreden. Steunend op het belang van het kind en op zijn recht op eerbiediging van zijn privé- en familieleven en op een rustig gezinsleven, veroordeelt dit voorstel het gebruik van deze middelen en in het bijzonder het heimelijke gebruik van DNA-tests, met name via internet.

2. Daarnaast misbruiken ouders hun ouderlijk gezag als zij via een laboratorium of met een DNA-kit hun genetische vingerafdruk laten vergelijken met die van hun minderjarig kind.

De ouders, die het ouderlijk gezag uitoefenen over de persoon en de goederen van hun minderjarig kind, beschikken over de bevoegdheid om het kind te vertegenwoordigen in alle handelingen in het dagelijks leven. Bij de uitoefening van hun ouderlijk gezag moeten zij echter wel steeds in het belang van het kind handelen(1).

Personen die een beroep doen op privé-laboratoria of DNA-kits kopen op het internet, worden verzocht zich schriftelijk akkoord te verklaren en een fotokopie van hun identiteitskaart te bezorgen. Ouders geven dus namens hun minderjarig kind toestemming om de test uit te voeren. Als de test bovendien wordt uitgevoerd door middel van een bloedafname in een laboratorium, stemmen ouders ook namens hun kind in met deze bloedafname en bijgevolg met de aantasting van de fysieke integriteit van het kind die zulk een bloedafname eigenlijk inhoudt. De recente wet betreffende de rechten van de patiënt bepaalt dat een kind slechts bij medische beslissingen wordt betrokken als het daarvoor over voldoende maturiteit beschikt. Dat kan bij een jong kind uiteraard niet het geval zijn. Krachtens diezelfde wet kan alleen de minderjarige patiënt die tot een redelijke beoordeling van zijn belangen in staat kan worden geacht, zelfstandig instemmen met de afname(2).

---

(1) De Page zegt: «L'autorité parentale est un ensemble de prérogatives qui ne peuvent s'exercer que dans l'intérêt de l'enfant (voyez les articles 373, 374, 376 et 379). C'est un pouvoir de protection. Ce n'est pas un droit établi au profit des père et mère, et dont ils peuvent se borner à retirer le bénéfice. S'il n'est pas exercé dans le seul intérêt de l'enfant, ce droit apparaît comme non fondé et par conséquent sans fondement. En user à d'autres fins c'est le détourner de sa destination, le déformer (...)» (*Traité élémentaire de droit civil belge*, *op. cit.*, deel I, volume II, nr. 1000, blz. 955 en referenties opgenomen in voetnoot 4).

(2) Zie de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, *Belgisch Staatsblad* van 26 september 2002, blz. 43719, artikel 12.

Or, dans l'hypothèse où le test est pratiqué alors que toute contestation judiciaire de la filiation est définitivement exclue dans le chef des parents, le fait de consentir seul au nom de l'enfant, au dévoilement d'une vérité manifestement contraire à son intérêt (car il constitue une violation de son droit à une vie familiale paisible et de son droit au respect de la vie privée) ne peut rentrer dans les prérogatives de l'autorité parentale exercée, rappelons-le, exclusivement dans le respect de cet intérêt. Le consentement donné pour l'enfant à de tels actes est alors mû par la curiosité des parents et constitue pour les auteurs de la présente proposition de loi, un abus de l'autorité parentale lequel est susceptible d'engager leur responsabilité civile. En tout état de cause, il ne saurait être considéré comme une représentation valable de l'enfant(1).

3. En outre, les recours des parents aux laboratoires ou aux kits ADN afin de réaliser la comparaison des empreintes génétiques de leur enfant mineur avec les leurs portent atteinte au droit personnel de l'enfant à connaître ses origines

En vertu de l'article 7 de la Convention internationale des droits de l'enfant, celui-ci a, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

Les auteurs de la présente proposition de loi voient dans ce droit deux dimensions. D'une part, ce droit de connaître ses parents ne peut pour ces auteurs, être dissocié du droit de faire établir sa filiation à leur égard, chose impossible dans de nombreux cas de recherche clandestine de la filiation(2). D'autre part, les termes «dans la mesure du possible» peuvent être compris dans le sens de «lorsque la loi n'y fait pas obstacle». Ces obstacles légaux peuvent selon les auteurs de la proposition de loi être des filiations légales déjà établies et impossibles à contester(3).

Enfin, ce droit de l'enfant à connaître ses origines, tout comme son droit dans les quatre ans qui suivent sa majorité à contester la présomption de paternité du mari de sa mère, ne peut être envisagé que comme un droit purement personnel, non susceptible de représentation. On ne peut donc, dans ces circonstances,

Als de test echter wordt uitgevoerd op het ogenblik dat de ouders de afstamming wettig gezien niet meer kunnen betwisten, overschrijden de ouders de grenzen van hun ouderlijk gezag wanneer zij namens het kind instemmen met de onthulling van een waarheid die het belang van het kind schaadt (aangezien het recht van het kind op eerbiediging van zijn privé- en gezinsleven wordt geschonden). Ouders worden gedreven door nieuwsgierigheid als zij namens hun kind toestemming geven. Volgens de indieners van dit voorstel misbruiken zij in dat geval hun ouderlijk gezag en kunnen zij burgerlijk aansprakelijk worden gesteld. Er kan in ieder geval niet worden gezegd dat zij hun kind op een goede manier vertegenwoordigen(1).

3. Bovendien wordt het persoonlijk recht van het kind om zijn afkomst te kennen geschonden als ouders een beroep doen op laboratoria of DNA-kits om hun genetische vingerafdruk te vergelijken met die van hun minderjarig kind.

Krachtens artikel 7 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, heeft het kind het recht zijn of haar ouders te kennen en door hen te worden verzorgd.

De indieners van dit wetsvoorstel zien in dit recht twee aspecten. Enerzijds kan het recht om zijn ouders te kennen volgens de indieners niet worden losgekoppeld van het recht om ten opzichte van die ouders de afstamming vast te leggen, wat uiteraard niet mogelijk is bij heimelijk onderzoek naar afstamming(2). Anderzijds kunnen de woorden «voor zover mogelijk» ook begrepen worden als «voor zover de wet dit niet belet». Volgens de indieners van het voorstel kan de reeds wettig vastgestelde en niet meer te betwisten afstamming wel degelijk een wettig obstakel vormen(3).

Ten slotte mag het recht dat het kind heeft om zijn afkomst te kennen, net als het recht dat hij heeft om gedurende de eerste vier jaren van zijn meerderjarigheid het vermoeden van vaderschap van de echtgenoot van zijn moeder te betwisten, uitsluitend worden beschouwd als een strikt persoonlijk recht

(1) Voyez N. Denies, *op. cit.*

(2) C. Neirinck, «Le droit de l'enfance après la convention des Nations unies», *Encyclopédie Delmas pour la Vie des Affaires*, Collection française, Delmas, première édition, p. 27. M.T. Meulders-Klein, «Les droits civils de l'enfant à la lumière de la Convention des Nations unies», in *La Convention sur les Droits de l'Enfant et la Belgique*, sous la direction de M.T. Meulders-Klein, Kluwer, Story-Scientia, Bruxelles, 1992, p. 100.

(3) *Ibidem.*

(1) Zie N. Denies, *op. cit.*

(2) C. Neirinck, «Le droit de l'enfance après la convention des Nations unies», *Encyclopédie Delmas pour la Vie des Affaires*, Collection française, Delmas, eerste uitgave, blz. 27. M.T. Meulders-Klein, «Les droits civils de l'enfant à la lumière de la Convention des Nations unies», in *La Convention sur les Droits de l'Enfant et la Belgique*, onder leiding van M.T. Meulders-Klein, Kluwer, Story-Scientia, Brussel, 1992, blz. 100.

(3) *Ibidem.*

envisager une recherche clandestine des origines de l'enfant exercée en son nom par ses parents.

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, il appartiendra à l'enfant, une fois sa majorité atteinte, de mettre en œuvre lui-même ce droit à connaître ses origines en recourant, éventuellement dans le cadre judiciaire d'une action en contestation de paternité, aux tests ADN qu'il juge nécessaires à cette fin.

4. Enfin, les recours des parents aux laboratoires ou aux kits ADN afin de réaliser la comparaison des empreintes génétiques de leur enfant mineur avec les leurs engagent la responsabilité civile et pénale des laboratoires et des généticiens qui pratiquent les tests

Dans la majorité des cas, les tests ADN sont pratiqués à partir d'un échantillon sanguin. Ce prélèvement implique l'intervention d'un médecin. De même, lorsqu'aucun prélèvement sanguin n'est effectué comme c'est le cas lors de l'utilisation des kits ADN le processus d'expertise lui-même nécessite l'intervention d'un généticien. Il semble cependant difficile d'inclure cette intervention dans la catégorie des actes médicaux que la loi légalise.

En effet, la réalisation d'une activité médicale invasive n'est autorisée par la loi — selon l'article 11 de l'arrêté royal n° 78 relatif à l'art de guérir — que dans certaines limites. Celles-ci s'entendent d'une part, des conditions cumulatives de légalité formelle précisées par la loi ou la jurisprudence et d'autre part, des conditions dites de légalité élémentaire de tout acte(1).

Les conditions de légalité formelle de l'activité médicale exigent des actes posés par un agent compétent dans le but thérapeutique de veiller à la santé du patient en lui prodiguant les meilleurs soins, après avoir obtenu son consentement libre et éclairé(2).

Les conditions générales de légalité élémentaire de tout acte s'inscrivent quant à elles dans l'optique

(1) C. Hennau-Hublet, «Droit et Ethique de la Santé», *Cours «EDUS»*, 1994-1995, p. 105.

(2) C. Hennau-Hublet, *L'activité médicale et le droit pénal. Les délits d'atteinte à la vie, l'intégrité physique et à la santé des personnes*, Paris, LGDJ, 1987, p. 42, n° 34; C. Hennau-Hublet, «La responsabilité pénale du médecin», in *Actes du Colloque organisé par la conférence du Jeune Barreau de Liège*, le 8 mai 1992, Éditions du Jeune Barreau de Liège, 1992, pp. 69-86.

dat een kind zelf moet uitoefenen en niet zijn vertegenwoordigers. In die omstandigheden is het dus onmogelijk om ouders namens hun kind een heimelijk onderzoek te laten voeren naar de afkomst van het kind.

De indieners van dit wetsvoorstel menen dat alleen het kind, zodra het meerderjarig is geworden, dit recht om zijn afkomst te kennen kan uitoefenen en eventueel in het gerechtelijk kader van een vordering tot betwisting van het vaderschap, een beroep kan doen op de DNA-tests die het daar toe nodig acht.

4. Ten slotte kunnen de laboratoria en de genetici op wie de ouders een beroep doen om via een laboratorium of met een DNA-kit hun genetische vingerafdruk te laten vergelijken met die van hun minderjarig kind, burgerlijk aansprakelijk worden gesteld.

Meestal worden DNA-tests uitgevoerd op een bloedmonster. Om bloed af te nemen moet een beroep worden gedaan op een arts. Zelfs als er geen bloed wordt afgenomen, bijvoorbeeld bij het gebruik van DNA-kits, wordt bij de analyseprocedure noodzakelijkerwijs een geneticus betrokken. De handelingen van die arts of geneticus kunnen echter niet beschouwd worden als wettig geregeld medische handelingen.

Een indringende medische handeling is volgens de wet — met name artikel 11 van koninklijk besluit nr. 78 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen — alleen toegestaan binnen bepaalde grenzen. Die grenzen worden bepaald door de cumulatieve voorwaarden van formele wettigheid bepaald in de wet of de rechtspraak en door de voorwaarden van elementaire wettigheid van iedere handeling(1).

Opdat de medische handeling formeel wettig is, moet zij worden uitgevoerd door een bevoegd persoon, met als therapeutische doelstelling te waken over de gezondheid van de patiënt en hem de beste verzorging te geven, nadat die patiënt uit vrije wil en duidelijk ingelicht met de handeling heeft ingestemd(2) ...

Aan de algemene eis van elementaire wettigheid van een handeling is voldaan wanneer de persoon van

(1) C. Hennau-Hublet, «Droit et Ethique de la Santé», *Cours «EDUS»*, 1994-1995, blz. 105.

(2) C. Hennau-Hublet, «L'activité médicale et le droit pénal. Les délits d'atteinte à la vie, l'intégrité physique et à la santé des personnes», Parijs, LGDJ, 1987, blz. 42, nr. 34; C. Hennau-Hublet, «La responsabilité pénale du médecin», in «Actes du Colloque organisé par la conférence du Jeune Barreau de Liège», 8 mei 1992, Éditions du Jeune Barreau de Liège, 1992, blz. 69-86.

d'une médecine respectueuse de la personne et présupposent que le praticien de l'art de guérir n'adopte pas une mesure qui ne serait pas utile ou qui ne serait pas strictement nécessaire à la santé de son patient, ou plus exceptionnellement, à la satisfaction d'un objectif autre que thérapeutique. De même, il s'abstiendra de toute mesure qui, tout en satisfaisant aux objectifs «aux moindres frais», léserait de manière démesurée, disproportionnée un autre intérêt, voire une autre valeur(1).

Dans l'hypothèse où le prélèvement réalisé sur la personne des parents et de l'enfant mineur en vue de réaliser une empreinte génétique n'a pas pour but de veiller à la santé et à la sécurité des patients en leur prodiguant les meilleurs soins par des actes de diagnostic, de traitement ou de prévention(2) (arrêté royal n° 78, article 11)(3), les auteurs de la présente proposition de loi constatent qu'il ne rentre pas dans le cadre légal classique de toute activité médicale.

Certes, en application du principe général contenu à l'article 70 du Code pénal, certaines lois particulières justifient des interventions médicales diverses en dehors de tout contexte thérapeutique, notamment en matière de transplantation d'organes ou d'interruption volontaire de grossesse. Dans cette optique s'inscrit sans doute le texte de l'article 331octies du Code civil qui en conférant au magistrat le pouvoir d'ordonner dans le cadre d'une action relative à la filiation toute méthode scientifiquement éprouvée justifie indirectement l'activité non thérapeutique du médecin.

Une telle justification n'est cependant pas d'application lorsque le test ADN est pratiqué en marge de tout contexte judiciaire et, par conséquent, indépendamment de l'injonction d'un magistrat. Se situant «hors droit», cette intervention médicale constitue alors une mesure injustifiable: elle tend à privilégier la curiosité des parents au détriment de l'intégrité physique(4) de cet enfant. Ses effets dommageables potentiels s'avèrent en outre dispro-

(1) C. Hennau-Hublet, «La responsabilité pénale du médecin», *op. cit.*, p. 86; C. Hennau-Hublet, «L'activité médicale et le droit pénal», *op. cit.*, pp. 45 et suivantes.

(2) M.T. Meulders-Klein, «Le droit de disposer de soi-même ...», *op. cit.*, p. 250, n° 42 et les références citées à la note 147.

(3) On ne peut en effet ici imaginer une quelconque prévention des maladies génétiques puisque l'empreinte génétique à des fins d'identification est en effet pratiquée sur de l'ADN non codant à partir duquel aucune maladie génétique ne saurait être détectée.

(4) Et même de l'intégrité morale de l'enfant puisqu'elle lui impose à son insu une filiation biologique de «fait».

de patient gerespecteerd wordt en wanneer de beoefenaar van de geneeskunde geen enkele maatregel neemt die niet nuttig is of niet strikt noodzakelijk voor de gezondheid van de patiënt. Hij zal ook geen maatregelen nemen die een andere dan een louter therapeutische bedoeling hebben. Hij zal evenmin maatregelen nemen die, hoewel zij passen in de filosofie van «zo weinig mogelijk kosten», een ander belang of een andere waarde te veel zouden schaden(1).

In de veronderstelling dat de bloedafname bij ouders en hun minderjarig kind om genetische vinger-afdrukken te maken, niet tot doel heeft de gezondheid en veiligheid van de patiënten te verbeteren door het stellen van een diagnose, door het uitvoeren van een behandeling of door preventief op te treden(2) (koninklijk besluit nr. 78, artikel 11)(3), menen de indieners van dit voorstel dat die afname niet past in het traditionele wettig kader voor medische handelingen.

Het algemene principe uit artikel 70 van het Strafwetboek indachtig, staan sommige bijzondere wetten toe dat verschillende medische handelingen zonder therapeutisch doel worden uitgevoerd, met name organaanplantatie of zwangerschapsafbreking. Het is wellicht ook in dat kader dat artikel 331octies van het Burgerlijk Wetboek past. Daarin krijgt de magistraat de bevoegdheid om in het kader van een vordering inzake afstamming, onderzoek volgens beproefde wetenschappelijke methodes te gelasten. Op die manier worden niet-therapeutische handelingen van de arts onrechtstreeks toegestaan.

Van zulk een impliciete toestemming kan echter geen sprake zijn als de DNA-test wordt uitgevoerd buiten de gerechtelijke context en dus zonder uitdrukkelijk bevel van een magistraat. Deze medische handeling is dus «wederrechtelijk» en bijgevolg niet te rechtvaardigen: zij is enkel gericht op het bevredigen van de nieuwsgierigheid van de ouders, ten koste van de fysieke integriteit(4) van het kind. De doelstelling die zogezegd wordt nagestreefd, kan nooit

(1) C. Hennau-Hublet, «La responsabilité pénale du médecin», *op. cit.*, blz. 86; C. Hennau-Hublet, «L'activité médicale et le droit pénal», *op. cit.*, blz. 45 en volgende.

(2) M.T. Meulders-Klein, «Le droit de disposer de soi-même ...», *op. cit.*, blz. 250, nr. 42 en de verwijzingen onder voetnoot 147.

(3) Het is immers onvoorstelbaar dat hierdoor erfelijke ziektes zouden kunnen worden voorkomen aangezien het onderzoek naar de genetische vingerafdruk voor identificatieloeiden wordt uitgevoerd op niet-coderend DNA, waarin geen enkele erfelijke ziekte kan worden opgespoord.

(4) En zelfs de morele integriteit, aangezien het kind zonder zijn medeweten een «feitelijke» biologische afstamming krijgt opgedrongen.

portionnés au regard de l'objectif qu'elle prétend servir.

En outre, l'exigence du consentement du patient à l'intervention médicale que la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient réaffirme clairement(1) semble également violée. En effet, les parents désireux à titre purement informatif d'informer ou de confirmer une parenté dont ils doutent ne sont pas pour autant libres de disposer sans limites thérapeutiques de leur propre corps et, *a fortiori*, de celui de leur enfant.

Certes, on le sait, en vertu des règles d'exercice de l'autorité parentale et comme le confirme la loi sur les droits du patient, les parents exercent seul le droit de consentir au nom de leur enfant mineur lorsqu'il n'est pas en âge d'être associé à l'exercice de ses droits.

Néanmoins, les parents ne peuvent valablement consentir en son nom à un acte qui, violant les règles de légalité formelle de l'acte médical ne constitue pas un acte médical mais bien une violation injustifiée de l'intégrité physique de l'enfant, le caractère bénin de cette atteinte (une simple prise de sang) n'atténuant pas la réalité de cette violation(2).

De plus, en l'absence de disposition légale autorisant la pratique des tests ADN en dehors de toute injonction judiciaire, le consentement donné au prélèvement conformément à l'article 12, § 2, de la loi sur les droits du patient, par l'enfant mineur jugé apte à apprécier raisonnablement ses intérêts ne suffit pas à rendre justifiable l'acte posé par le médecin.

En effet, en vertu des règles de droit médical précédemment énoncées, si le consentement à l'acte s'impose toujours, cet acte doit néanmoins répondre aux autres conditions de légalité pour être admissible. Le consentement est donc nécessaire mais non suffisant pour justifier l'acte. La même règle s'impose en ce qui concerne le consentement des parents au prélèvement de leur propre sang.

Enfin, lorsque les tests sont réalisés à partir d'échantillons sanguins expédiés par voie postale,

opwegen tegen de eventuele schadelijke gevolgen die de handeling kan hebben.

Bovendien lijkt ook het recht van de patiënt om «toe te stemmen in iedere tussenkomst van de be-roepsbeoefenaar», dat explicet is opgenomen in de recente wet betreffende de rechten van de patiënt van 22 augustus 2002(1) te worden geschonden. Ouders die louter ter informatie een mogelijke verwantschap bevestigd of uitgesloten willen zien, kunnen niet vrij en zonder therapeutische beperkingen over hun eigen lichaam beschikken en nog minder over dat van hun kind.

Natuurlijk bepalen de regels inzake de uitoefening van het ouderlijk gezag en ook de wet betreffende de rechten van de patiënt, dat ouders het recht uitoefenen om namens hun minderjarig kind toe te stemmen als dat kind niet de vereiste leeftijd heeft om zijn rechten zelf uit te oefenen.

Toch kunnen ouders namens het kind niet op een wettige manier instemmen met een handeling die, doordat zij indruist tegen de formele wettigheid van een medische handeling, geen medische handeling meer is maar een ongeoorloofde aantasting van de fysieke integriteit van het kind, ook al is de «ingreep» op zich relatief onschuldig (een gewone bloedafname)(2).

Er bestaat nog geen wettige bepaling die het gebruik van DNA-tests zonder opdracht van een magistraat, toestaat. Het feit dat een minderjarig kind dat tot een redelijke beoordeling van zijn belangen in staat wordt geacht, krachtens artikel 12, § 2, van de wet betreffende de rechten van de patiënt, instemt met de bloedafname, rechtvaardigt geenszins de handeling van de arts.

Krachtens de reeds aangehaalde medische rechtsregels moet een handeling, ook al stemt de patiënt ermee in, toch nog steeds beantwoorden aan wettigheidsvoorraarden om toelaatbaar te zijn. De instemming is dus noodzakelijk, maar onvoldoende om de handeling te rechtvaardigen. Hetzelfde geldt voor de instemming van ouders om hun eigen bloed te laten afnemen.

Ten slotte vormen tests op per post verstuurde bloedmonsters, zonder contact tussen de genetici en

---

(1) Article 8, § 1<sup>er</sup>.

(2) Dans la même perspective, lisez la doctrine française qui affirme: «Le principe du *noli me tangere* s'applique indépendamment de toute notion d'atteinte physique; l'individu doit exercer sur sa sphère corporelle une pleine souveraineté qui est la condition même de la liberté morale, car en lui, corps et esprit demeurent indissolublement liés» (J.C. Galloux, *op. cit.*, p. 106, n° 11; Barbier, «L'examen du sang et le rôle du juge dans les procès relatifs à la filiation», *Revue trimestrielle du droit civil*, n° 25).

---

(1) Artikel 8, § 1.

(2) De Franse rechtspraak zegt: «Le principe du *noli me tangere* s'applique indépendamment de toute notion d'atteinte physique; l'individu doit exercer sur sa sphère corporelle une pleine souveraineté qui est la condition même de la liberté morale, car en lui, corps et esprit demeurent indissolublement liés» (J.C. Galloux, *op. cit.*, blz. 106, nr. 11; Barbier, «L'examen du sang et le rôle du juge dans les procès relatifs à la filiation», *Revue trimestrielle du droit civil*, nr. 25).

sans que soient organisés des contacts entre les généticiens et les candidats au test, c'est l'obligation d'information du patient, précisée à l'article 7 de la loi relative aux droits du patient, qui fait défaut. Celle-ci devrait en effet porter de manière détaillée sur tout ce qui concerne le test et ses conséquences probables en termes d'identité de l'enfant.

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, une constatation s'impose donc: la recherche officieuse des preuves de la filiation d'un enfant mineur par le recours aux tests ADN viole les conditions de légalité formelle de tout acte médical en ce qu'elle présuppose dans la majorité des cas, une atteinte à l'intégrité physique de l'enfant pratiquée dans un but non thérapeutique et sans le consentement valable des intéressés. Pour ces auteurs, elle engage donc la responsabilité des médecins et généticiens impliqués dans le processus, susceptibles d'être poursuivis sur le plan pénal pour coups et blessures.

Les auteurs de la présente proposition de loi soulignent en outre qu'il semble impossible de conférer à cette atteinte un caractère thérapeutique indirect qui résiderait par exemple dans la nécessité d'un point de vue psychologique, de permettre à un couple de connaître la vérité sur la filiation de leur enfant. L'utilisation de la personne de l'enfant ainsi que la remise en cause de son droit à une vie familiale normale et sereine constituent selon les auteurs de cette proposition, des atteintes disproportionnées au regard de l'objectif que la méthode prétend servir.

L'exigence de nécessité semble en outre mise à mal si l'on envisage la possibilité pour le couple de recourir à des thérapies familiales ou à un secours psychologique dans lequel aucune intervention de la personne de l'enfant ne sera requise. La mise à mal des critères de nécessité et de proportionnalité empêche donc ce type d'intervention de remplir les conditions de légalité élémentaire de tout acte.

## *II. D'un point de vue psychologique*

Parmi les laboratoires qui proposent d'infirmer ou d'établir une paternité en dehors de toute procédure judiciaire, certains ont tenté de mettre en place une structure qui tente de garantir au mieux le respect de la personne de l'enfant, de la mère et du père présumé(1).

---

(1) Voyez sur ce point les développements de Ch. Verellen-Dumoulin, C. Walon et M. Freund-Moldan, rattachées à l'Unité et au Centre de génétique médicale de l'UCL dans l'article intitulé: «Empreintes génétiques et recherche de paternité», in *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme. Aspects médico-scientifiques, éthiques et juridiques*, Bruxelles-Yvon Balis, Bruxelles-Montréal, 1997, pp. 79 et suivantes.

de personnes op wie de test wordt uitgevoerd, een inbreuk op artikel 7 van de wet betreffende de rechten van de patiënt, dat voorziet in de verplichting om de patiënt in te lichten. De patiënt zou immers volledig ingelicht moeten worden over de tests en over de mogelijke gevolgen voor de identiteit van het kind.

Volgens de indieners van dit wetsvoorstel dringt de volgende vaststelling zich dan ook op: het heimelijk op zoek gaan naar bewijzen voor de verwantschap van een minderjarig kind via DNA-tests, staat haaks op de vereiste formele wettigheid van medische handelingen. In de meeste gevallen immers wordt de fysieke integriteit van het kind geschonden zonder therapeutisch doel en zonder wettige instemming van de betrokkenen. Volgens de indieners zijn de artsen en genetici die betrokken zijn bij het onderzoek, burgerlijk aansprakelijk en kunnen zij strafrechtelijk vervolgd worden voor slagen en verwondingen.

De indieners van dit voorstel benadrukken bovendien dat onmogelijk aanvaard kan worden dat een dergelijke inbreuk een onrechtstreeks therapeutisch doel zou hebben, namelijk de psychologische noodzaak voor een koppel om de waarheid te kennen over de verwantschap van hun kind. Het feit dat het kind gebruikt wordt en dat hem het recht op een normaal en rustig gezinsleven wordt ontteld, kan volgens de indieners van dit ontwerp niet gerechtvaardigd worden door de zogenaamd nagestreefde doelstelling.

Van een psychologische «noodzaak» kan al evenmin sprake zijn, aangezien het koppel ook zijn toevlucht zou kunnen nemen tot gezinstherapie of psychologische hulp waarbij het kind niet persoonlijk betrokken hoeft te worden. Aangezien de criteria van noodzakelijkheid en proportionaliteit met voeten worden getreden, kan dit soort handeling onmogelijk beschouwd worden als een elementair wettige handeling.

## *II. In psychologisch opzicht*

Sommige laboratoria die aanbieden om het vermoeden van vaderschap te bevestigen of te ontkräften buiten het kader van een gerechtelijke procedure, hebben getracht een structuur te creëren waarbinnen zoveel mogelijk respect wordt betoond voor de persoon van het kind, de moeder en de vermoedelijke vader(1).

---

(1) Zie hierover Ch. Verellen-Dumoulin, C. Walon en M. Freund-Moldan, verbonden aan de Unité en het Centre de génétique médicale van de UCL in hun artikel «Empreintes génétiques et recherche de paternité», in *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme. Aspects médico-scientifiques, éthiques et juridiques*, Bruxelles-Yvon Balis, Bruxelles-Montréal, 1997, blz. 79 en volgende.

Dans cette optique, les généticiens de ces centres proposent, lors d'un premier contact téléphonique avec les intéressés, que ceux-ci formulent leur demande et leurs motivations par écrit. Au cours de ce contact téléphonique, la faisabilité de l'analyse est brièvement abordée et les modalités pratiques de celle-ci sont expliquées, à savoir: la nécessité d'obtenir idéalement un prélèvement sanguin chez l'enfant, la mère et le père présumé, le prix de l'analyse, l'absence de remboursement par la sécurité sociale, les modalités du prélèvement sanguin au cours d'une consultation ultérieure, etc ...

Pendant cette consultation, la photocopie de la carte d'identité des requérants est réalisée et les prélèvements sanguins ont lieu. Afin d'éviter tout risque de confusion d'échantillons, les sujets majeurs sont invités à vérifier que leur nom figure bien sur les tubes adéquats(1). Ces modalités sont inscrites dans un dossier «clinique» distinct du dossier réservé aux analyses elles-mêmes, lesquelles sont réalisées par un médecin distinct de celui qui a rencontré les intéressés en consultation.

Dans les centres qui organisent cette procédure plus formalisée, la communication des résultats du test se fait aux personnes qui en ont fait la demande lors d'un entretien. Un accompagnement éventuel des familles est proposé si elles en expriment le besoin.

Les auteurs de la présente proposition de loi saluent ces initiatives. Ils déplorent néanmoins leur caractère isolé. En effet, certains laboratoires pratiquent les tests sur base d'échantillons sanguins expédiés par voie postale, en ignorant si un dialogue sur les motivations et les enjeux du test a eu lieu entre le patient et le médecin qui a réalisé ou prescrit le prélèvement. Il y va évidemment de même en cas de recours aux kits ADN vendus via internet puisque dans ces circonstances, le courrier est le seul intermédiaire entre les candidats aux tests et le laboratoire qui pratique celui-ci.

Dans de nombreuses circonstances donc et malgré les incidences psychologiques et sociales majeures que peut engendrer un tel test, aucune préparation et aucun suivi psychologique ne sont organisés en amont et en aval de celui-ci.

Alerté il y a un peu plus d'un an par la réelle augmentation des tests de paternité ordonnés par les tribunaux lors des procédures relatives à la filiation, le Conseil supérieur de génétique humaine soulignait les risques inhérents au manque d'encadrement psychologique de ces tests et appelait à baliser la

De genetici van deze centra vragen de geïnteresseerden ook bij het eerste telefonisch contact om hun aanvraag en hun motivering schriftelijk te formuleren. Tijdens dit telefoongesprek wordt de haalbaarheid van de analyse kort besproken en wordt uitgelegd hoe een analyse praktisch in zijn werk gaat: dat bloedmonsters idealiter genomen worden van kind, moeder en vermoedelijke vader, wat de prijs van de analyse is, dat het ziekenfonds niets terugbetaalt, hoe een bloedafname tijdens een later consult verloopt, ...

Tijdens die latere afspraak wordt de identiteitskaart van de aanvragers gefotokopieerd en worden de bloedmonsters afgenoem. Om te voorkomen dat monsters verwisseld worden, mogen de meerderjarige betrokkenen controleren of hun naam wel degelijk op de juiste buisjes staat(1). Dit alles wordt opgetekend in een «klinisch» dossier, dat los staat van het dossier voor de analyses, die trouwens worden uitgevoerd door een andere arts dan degene met wie de betrokkenen het gesprek hebben gehad.

In de centra die volgens deze meer formele procedure werken, worden de resultaten van de test aan de personen die de test hebben aangevraagd, meegedeeld tijdens een onderhoud. Als de families dat nodig vinden, wordt hen de mogelijkheid geboden om zich te laten begeleiden.

De indieners van dit wetsvoorstel juichen deze initiatieven toe. Zij betreuren evenwel dat het maar om een paar alleenstaande gevallen gaat. Er zijn immers laboratoria die tests uitvoeren op bloedmonsters die hen per post werden opgestuurd, zonder dat zij weten of de arts die de bloedafname heeft verricht of voorgescreven, met de betrokkenen heeft gesproken over hun motivatie en over het doel en de gevolgen van de test. Hetzelfde geldt voor DNA-kits die via internet verkocht worden. Het enige contact dat de kandidaten dan hebben met het laboratorium dat de tests uitvoert, verloopt via de post.

In heel wat gevallen worden de betrokkenen dus niet voorbereid op de test, noch psychologisch begeleid na de test, terwijl zulk een test toch grote psychologische en sociale gevolgen kan hebben.

Ruim een jaar geleden benadrukte de Hoge Raad voor de antropogenetica, verontrust door het feit dat de rechtkanten bij procedures inzake afstamming steeds vaker vaderschapstests bevelen, dat het gebrek aan psychologische begeleiding bij deze tests grote risico's inhoudt. De Hoge Raad riep dan ook op om

---

(1) *Ibidem.*

---

(1) *Ibidem.*

démarche afin de protéger au mieux l'enfant, plutôt que de banaliser celle-ci(1).

Les membres du Conseil supérieur de génétique humaine ont entendu prendre position par rapport aux dimensions éthiques et psychosociales de la communication du résultat de ces tests et ont émis afin d'en garantir la qualité, la proposition de limiter la pratique de ces tests aux Centres de génétique humaine et dans certaines conditions particulières(2).

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, ces considérations émises afin de sensibiliser les tribunaux doivent être appliquées *a fortiori* lorsque le recours aux tests ADN se fait via les laboratoires privés ou via internet.

#### **4. Une méthode qui doit être encadrée**

Conscient des dérives préjudiciables à la paix des familles (par la mise en cause d'une filiation en dehors des procédures prévues par la loi) et à l'intérêt social (atteinte à l'autorité de l'état civil et à l'intimité de la vie privée) engendrées par le recours à ce procédé en dehors de tout contexte judiciaire, le législateur français réglementa l'utilisation des empreintes génétiques dans la loi du 29 juillet 1994, relative au statut civil du corps humain(3).

Cette loi limite en effet la possibilité d'identifier une personne par la technique des empreintes génétiques en matière civile, aux cas où ce procédé est mis en œuvre avec l'accord exprès de l'intéressé et en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge

---

(1) BCN, n° 93, p. 11.

(2) Voyez les développements suivants.

(3) Loi du 29 juillet 1994 relative au statut civil du corps humain, insérée dans le Code civil français à l'article 16-11 (chapitre III, livre I<sup>e</sup>, titre I). Celle-ci incorpore au Code civil les trois principes qui président à la protection du corps humain: «Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial» (Code civil, article 16-1). Voyez notamment l'exposé des motifs du projet de loi présenté à l'Assemblée nationale au nom de Mme Édith Cresson par M. Michel Sapin, le 25 mars 1992 (*Document de l'Assemblée nationale*, n° 2599). À propos de la loi du 29 juillet 1994, lisez aussi: G. Cornu, «*Droit civil. Introduction. Les personnes. Les biens*», 7<sup>e</sup> édition, Montchrestien, EJA, Palis, 1994, pp. 170 et suivantes.

deze procedure te reglementeren om het kind zo goed mogelijk te beschermen(1).

De leden van de Hoge Raad voor de antropogenetica wensten een duidelijk standpunt in te nemen met betrekking tot de ethische en psychosociale aspecten van de bekendmaking van het resultaat van deze tests en stelden voor dat dergelijke tests, opdat hun kwaliteit gewaarborgd wordt, enkel nog worden uitgevoerd door Centra voor antropogenetica, onder welbepaalde voorwaarden(2).

De indieners van dit wetsvoorstel menen dat die beschouwingen om de rechtsbanken bewust te maken van het probleem, *a fortiori* van toepassing zijn als er via privé-laboratoria of via internet een beroep wordt gedaan op DNA-tests.

#### **4. Een methode die om begeleiding vraagt**

In de wet van 29 juli 1994 «*relative au statut civil du corps humain*»(3) heeft de Franse wetgever het gebruik van genetische vingerafdrukken gereglementeerd omdat hij er zich bewust van was dat die techniek, als zij buiten een gerechtelijke procedure gebruikt wordt, schadelijke gevolgen kan hebben voor de rust in het gezinsleven (doordat een afstamming in twijfel wordt getrokken buiten de bij wet bepaalde procedures om) en voor het maatschappelijk belang (doordat zowel het gezag van de burgerlijke stand als de intimiteit van het privé-leven worden geschonden).

Deze wet beperkt de mogelijkheid om in burgerlijke zaken een persoon te identificeren aan de hand van de techniek van de genetische vingerafdrukken, tot die gevallen waarin de betrokkenen explicet zijn toestemming voor het gebruik van die techniek heeft

---

(1) TNR, nr. 93, blz. 11.

(2) Zie uiteenzetting hierna.

(3) Wet van 29 juli 1994 «*relative au statut civil du corps humain*», ingevoegd in de Franse Code Civil, artikel 16-11 (hoofdstuk III, boek I, titel I). Aldus worden de drie principes voor de bescherming van het menselijk lichaam opgenomen in het Burgerlijk Wetboek: «*Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial*» (*Burgerlijk Wetboek, artikel 16-1*). Zie de inleidende uiteenzetting bij het wetsontwerp namens van mevrouw Edith Cresson op 25 maart 1992 in de Assemblée nationale werd ingediend door de heer Michel Sapin, (*Document de l'Assemblée nationale*, nr. 2599). Zie over de wet van 29 juli 1994 ook G. Cornu, «*Droit civil. Introduction. Les personnes. Les biens*», 7<sup>e</sup> uitgave, Montchrestien, EJA, Palis, 1994, blz. 170 en volgende.

saisi d'une action tendant notamment à l'établissement ou à la contestation d'un lien de filiation(1).

Ignorées totalement du législateur belge, les implications de l'utilisation des empreintes génétiques en dehors de tout contexte judiciaire tombent actuellement dans un vide juridique propre à favoriser les atteintes aux droits et aux libertés des individus(2).

Le recours systématique à des laboratoires privés et l'augmentation de la demande des «kits ADN» vendus via internet traduit en outre le sentiment de malaise ressenti à la fois par les médecins et les laboratoires faisant droit à des demandes dont ils ignorent les conséquences réelles et par le «patient» à l'initiative duquel ils ont été saisis.

Interpellé sur cette problématique par le Conseil supérieur de génétique humaine, le Conseil national de l'Ordre de médecins s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur de l'adoption d'une législation adéquate définissant les conditions strictes de réalisation des tests de paternité d'une part et interdisant l'utilisation des résultats de tests abusifs d'autre part(3).

Dans son dernier avis, le Conseil de l'Ordre des médecins a invité le Conseil supérieur de génétique humaine à susciter une initiative législative en la matière(4).

(1) Voyez les articles 16-10 à 16-12 du Code civil français (chapitre III, livre I<sup>er</sup>, titre I) qui s'intitulent: «*De l'étude génétique et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques*».

(2) En Belgique, une proposition de loi à l'initiative de M. Philippe Monfils, déposée au Sénat le 18 juin 1992, contenait un chapitre IV relatif aux «*Tests et empreintes génétiques*». Dans ce chapitre, un article 25 prévoyait que: «La recherche d'empreintes génétiques en vue de l'identification d'une personne ne peut être pratiquée que sur base d'un jugement prononcé:

*a)* soit par une juridiction civile, dans le cadre d'une action relative à la filiation régulièrement portée devant cette juridiction, et dans les conditions prévues à l'article 331<sup>o</sup>cies du Code civil;  
*b)* soit par une juridiction pénale d'instruction ou de jugement, dans le cadre de la recherche des auteurs de crimes et délits.» Cette proposition de loi, mue par le souci d'éviter de déchirantes remises en cause, parfaitement inutiles, de liens de filiation, parfois de nombreuses années après la procréation, semble néanmoins jusqu'à ce jour parfaitement ignorée du législateur. Voyez: doc. Sénat, session extraordinaire, 1991-1992, n° 413/1.

(3) Voyez l'avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 19 octobre 1996, BCN, n° 75, p. 25 et la note de N. Denies du 16 juin 2001, BCN, n° 93, p. 11.

(4) Avis du 16 juin 2001, *op. cit.*

gegeven en waarin een rechter bij wie een vordering aanhangig is om een verwantschap aan te tonen of te betwisten, zulk een onderzoeksmaatregel heeft bevolen(1).

De Belgische wetgever heeft tot nog toe geen aandacht besteed aan de gevolgen van het gebruik van genetische vingerafdrukken buiten een juridische context, zodat er momenteel een rechtsvacuum heert waarin de rechten en vrijheden van het individu aangestast kunnen worden(2).

Dat er systematisch een beroep gedaan wordt op privé-laboratoria en dat er steeds meer DNA-kits via internet verkocht worden, vormt een bewijs voor het gevoel van onbehagen dat heert zowel bij de artsen en laboratoria die deze aanvragen moeten afhandelen zonder de werkelijke gevolgen te kennen als bij de «patiënt» die de aanvraag indient.

Hierover aangesproken door de Hoge Raad voor de antropogenetica, heeft de Nationale Raad van de Orde van geneesheren zich meermalen voorstander getoond van een duidelijke wetgeving waarin strenge voorwaarden worden vastgelegd voor de uitvoering van vaderschapstests en waarin het gebruik van de resultaten van onrechtmatig uitgevoerde tests wordt verboden(3).

In zijn laatste advies vraagt de Nationale Raad van de Orde van geneesheren aan de Hoge Raad voor de antropogenetica om de bevoegde minister(s) tot een wetgevend initiatief te bewegen(4).

(1) Zie de artikel 16-10 tot 16-12 van de Frande *Code civil* (hoofdstuk III, boek I, titel I) getiteld: «*De l'étude génétique et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques*».

(2) In België heeft de heer Monfils c.s., op 18 juni 1992 een wetsvoorstel ingediend inzake sommige aspecten van de biotiek, met een hoofdstuk IV dat ging over «Genetisch onderzoek en DNA-vingerafdrukken». Artikel 25 van dat hoofdstuk bepaalde: «DNA-vingerafdrukken met het oog op de identificering van een persoon mogen alleen worden verricht op grond van een vonnis uitgesproken:

*a)* hetzij door een burgerlijk gerecht, in het raam van een vordering betreffende de afstamming die op regelmatige wijze bij dat gerecht aanhangig is gemaakt, en onder de voorwaarden bepaald in artikel 331<sup>o</sup>cies van het Burgerlijk Wetboek;  
*b)* hetzij door een onderzoeks- of vonnisgerecht in strafzaken in het raam van de opsporing van de daders van misdaden en wanbedrijven.»

Met dit voorstel werd getracht te voorkomen dat verwantschapsbanden, soms zelfs jaren na de geboorte, in twijfel worden getrokken, met alle vreselijke gevolgen vandien. De wetgever lijkt dit voorstel tot op vandaag echter volledig te negeren. Zie stuk Senaat, buitengewone zitting 1991-1992, nr. 413/1.

(3) Zie advies van de Nationale Raad van de Orde van geneesheren van 19 oktober 1996, TNR, nr. 75, blz. 25 en de nota van N. Denies van 16 juni 2001, TNR, nr. 93, blz. 11.

(4) Advies van 16 juni 2001, *op. cit.*

La présente proposition de loi s'inscrit dans le souci primordial d'éviter de confondre, voire d'assimiler, vérité biologique et intérêt de l'enfant. Pour cette raison, elle entend limiter à quelques laboratoires, soumis à de strictes conditions d'agrément et aptes à réaliser un suivi psychologique de l'enfant et de sa famille, la possibilité de répondre à des demandes d'identification par ADN lorsqu'elles constituent le préalable à une action judiciaire encore possible(1).

Concrètement, cette proposition de loi s'inscrit dans la perspective de l'article 70 du Code pénal, en justifiant l'intervention médicale non thérapeutique dans le cadre de la réalisation des tests d'identification par l'ADN en dehors des procédures judiciaires.

Elle vise d'une part à interdire la vente des kits ADN via internet et ce, en raison de l'absence totale de garanties légales et psychologiques concernant la protection de l'enfant.

D'autre part, elle entend circonscrire et encadrer les possibilités de recourir, sans intervention judiciaire, aux tests d'identification par ADN dans des limites strictes qui impliquent notamment l'obligation de réaliser le test dans un Centre de génétique humaine agréé à cette fin et l'exclusion des demandes émanant des parents d'enfant en bas âge lorsqu'il s'avère que les délais et/ou les conditions pour que les parents puissent contester valablement la filiation de cet enfant ne sont pas respectés.

Enfin, elle organise une procédure formelle impliquant les garanties nécessaires à la protection juridique et psychologique de tous les intéressés tant préalablement à la réalisation du test que lors de la communication des résultats.

Les auteurs de la présente proposition de loi ont entendu limiter celle-ci au seul domaine des analyses génétiques à des fins d'identification réalisées en matière civile, dans le domaine de la filiation.

## **COMMENTAIRE DES ARTICLES**

### **Article 2**

L'article 2 vise à limiter la portée de la proposition de loi aux conditions à mettre en œuvre lors de l'usage des analyses génétiques exclusivement à des fins d'identification en matière civile. Elle n'entend donc pas réglementer les modalités de ce type d'analyses en matière pénale. Elle ne vise pas non plus les analyses

---

(1) Veuillez les conclusions de N. Denies, «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», *op. cit.*

Dit wetsvoorstel wil voorkomen dat de biologische waarheid en het belang van het kind verward of zelfs gelijkgesteld worden. Het voorstel strekt er dan ook toe aanvragen voor identificatie via DNA slechts te laten behandelen door een beperkt aantal laboratoria, die onderworpen zijn aan strenge erkenningsvoorraarden en die het kind en zijn familie de nodige psychologische begeleiding kunnen bieden. Deze laboratoria mogen de tests bovenbouw alleen uitvoeren als nadien de gerechtelijke weg nog openligt(1).

Concreet past dit voorstel in het kader van artikel 70 van het Strafwetboek aangezien een niet-therapeutische medische handeling in het kader van de uitvoering van DNA-identificatiestests buiten gerechtelijke procedures om wordt toegestaan.

Het strekt ertoe de verkoop van DNA-kits via internet te verbieden omdat er geen garanties geboden kunnen worden dat het kind wettig en psychologisch beschermd wordt.

Daarnaast tracht dit voorstel de gevallen vast te leggen waarin er, binnen welbepaalde grenzen en buiten de gerechtelijke weg om, gebruik gemaakt mag worden van DNA-tests. Zo moet een test bijvoorbeeld verplicht uitgevoerd worden door een daartoe erkend Centrum voor antropogenetica en moeten aanvragen van ouders van een erg jong kind worden geweigerd als blijkt dat de termijnen waarbinnen en/of de voorwaarden waaronder deze ouders de afstamming van het kind kunnen bewijzen, niet nageleefd worden.

Ten slotte schrijft het voorstel een formele procedure voor om alle betrokkenen de nodige juridische en psychologische bescherming te garanderen, zowel voordat de test wordt uitgevoerd als bij de bekendmaking van de resultaten.

De indieners hebben het wetsvoorstel willen beperken tot het domein van de genetische analyses voor identificatiedoelindelen in burgerlijke zaken en met betrekking tot de afstamming.

## **COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN**

### **Artikel 2**

Artikel 2 strekt ertoe de werkingssfeer van het voorstel te beperken. Het voorstel wil alleen de voorwaarden bepalen die vervuld moeten zijn bij het gebruik van genetische analyses voor identificatiedoelindelen in burgerlijke zaken. Het voorstel bepaalt geenszins de voorwaarden voor het gebruik van deze

---

(1) Zie conclusies van N. Denies, «La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation», *op. cit.*

génétiques pratiquées aux fins de dépister certaines maladies dans un contexte pré ou post-natal.

### Article 3

L'article 3 entend préciser la portée de plusieurs notions contenues dans la proposition de loi. Il y a lieu de souligner que la définition du terme analyse génétique à des fins d'identification limite encore la portée de la proposition de loi aux seules questions ayant trait à la filiation.

### Article 4

Cet article vise à éviter les dérives qui pourraient conduire à l'analyse, au détour d'une procédure ayant trait à l'identification et pratiquée sur un support d'ADN non codant, de molécules d'ADN codant prélevées sur le même échantillon en vue du dépistage de certaines maladies génétiques. Le paragraphe 2 de cet article précise les limites du contenu du rapport d'expertise qui sera porté à la connaissance des demandeurs et, le cas échéant, du juge chargé de trancher le litige relatif à la filiation.

### Article 5

L'article 5 entend circonscrire les hypothèses dans lesquelles il peut être procédé à des analyses génétiques à des fins d'identification.

Le paragraphe premier de cet article fait référence à la possibilité offerte au magistrat saisi d'une action relative à la filiation d'avoir recours, à la demande des parties ou sur base de son initiative propre, à toute méthode scientifiquement éprouvée en vue d'établir la preuve de la filiation alléguée ou contestée (*article 331octies* du Code civil). L'analyse génétique à des fins d'identification fait partie de ces méthodes et il y a lieu dans le contexte judiciaire de l'admettre comme mode de preuve à part entière. Les conditions de mise en œuvre de l'analyse dans ce contexte sont alors déterminées par les principes généraux qui régissent la preuve par expertise.

Le second paragraphe vise à permettre le principe des recours aux analyses génétiques à des fins d'identification en vue de résoudre une question de descendance sans que l'on se trouve dans le contexte d'une action relative à la filiation. Contrairement à la loi française, la proposition de loi n'entend pas interdire purement et simplement les recours privés aux analyses génétiques à des fins d'identification. Celles-ci peuvent en effet constituer une intéressante alterna-

analyses in strafrechtelijke zaken. Het voorstel slaat ook niet op genetische analyses die worden uitgevoerd bij pre- of postnatale onderzoeken om bepaalde ziektes op te sporen.

### Artikel 3

Artikel 3 verduidelijkt een aantal begrippen die gebruikt worden in het wetsvoorstel. De definitie van het begrip genetische analyse voor identificatiiedoelen beperkt nogmaals de draagwijdte van het wetsvoorstel tot zaken die te maken hebben met afstamming.

### Artikel 4

Dit artikel strekt ertoe ontsporingen te voorkomen waarbij naar aanleiding van een analyse voor identificatiedoelen die uitgevoerd wordt op niet-coderend DNA, toch coderend DNA wordt onderzocht uit hetzelfde monster met als bedoeling erfelijke ziektes op te sporen. Paragraaf 2 van dit artikel bepaalt welke informatie mag worden opgenomen in het onderzoeksverslag dat zal worden bezorgd aan de aanvragers en in voorkomend geval aan de rechter die het geschil inzake de afstamming moet beslechten.

### Artikel 5

Artikel 5 beschrijft in welke gevallen kan worden overgegaan tot genetische analyses voor identificatiedoelen.

Het eerste streepje van dit artikel verwijst naar de mogelijkheid voor de magistraat die de vordering inzake afstamming moet behandelen, om een beroep te doen, ofwel na een vraag van de betrokkenen, ofwel uit eigen beweging, op alle beproefde wetenschappelijke methodes om bewijzen te vinden van de veronderstelde of betwiste afstamming (*artikel 331octies* van het Burgerlijk Wetboek). De genetische analyse met identificatiedoelen is een van die methodes en moet dan ook in de gerechtelijke context aanvaard worden als volwaardig bewijs. De voorwaarden waaronder de analyse in die context mag worden uitgevoerd, worden bepaald door de algemene principes die gelden voor het deskundigenbewijs.

Het tweede streepje maakt het mogelijk een beroep te doen op genetische analyses voor identificatiedoelen om een probleem in verband met het nakomelingschap op te lossen, buiten het kader van een vordering met betrekking tot de afstamming. Anders dan de Franse wet verbiedt dit wetsvoorstel niet zonder meer het gebruik van genetische analyses voor identificatiedoelen door particulieren. Dat kan immers een goed alternatief vormen voor vorderingen

tive aux actions en justice introduites à tort ou dénuées de fondement. Le texte précise néanmoins que les recours privés aux analyses à des fins d'identification ne peuvent être réalisés que moyennant le respect de conditions strictes.

## Article 6

Cet article vise à déterminer les titulaires du droit de recourir à titre privé aux analyses génétiques à des fins d'identification.

Le paragraphe premier permet au père ou à la mère d'être à l'origine du recours. Le père ou la mère agit alors en son nom propre et non comme représentant légal de son enfant. Le but poursuivi est de permettre à chacun des parents, sans devoir agir conjointement avec l'autre, de prendre l'initiative de recourir à un test génétique à des fins d'identification et ce, préalablement à une éventuelle action en justice. Le consentement de l'autre au prélèvement et à la réalisation du test sera néanmoins requis.

Le paragraphe 2 permet à l'enfant majeur de prendre également cette initiative. Il s'agit de lui fournir la possibilité d'exercer lui-même le droit de connaître ses origines biologiques avant d'intenter une éventuelle action en justice ayant trait à l'établissement ou à la contestation judiciaire de celles-ci.

## Article 7

Cet article détermine les délais dans lesquels les recours privés aux analyses génétiques aux fins d'identification peuvent être introduits. Dans le but de préserver de manière optimale l'intérêt de l'enfant dont la filiation risque d'être remise en question, ces délais s'inspirent des délais légaux les plus courts établis par la loi du 31 mars 1987 pour contester la paternité établie dans le mariage. Dans cette optique, les recours privés aux analyses génétiques à des fins d'identification ne peuvent plus être introduits dès lors que toute voie judiciaire pour contester la filiation est fermée.

Selon le paragraphe 1<sup>er</sup>, le délai des père et mère est limité à un an à dater de la naissance. Contrairement à l'article 332 du Code civil, la proposition de loi n'établit pas pour le père un délai d'un an à dater de la naissance ou de la découverte de la naissance car la preuve de cette dernière hypothèse ne peut être aisément vérifiée que dans un contexte judiciaire.

Le paragraphe 2 identifie le délai ouvert à l'enfant majeur à celui de l'article 332 du Code civil.

die ten onrechte of zonder reden worden ingesteld bij het gerecht. De tekst bepaalt wel dat er in zulke gevallen strikte voorwaarden moeten worden nageleefd.

## Artikel 6

Dit artikel strekt ertoe te bepalen welke particulieren een vordering mogen instellen om een genetische analyse voor identificatiedoelinden te laten uitvoeren.

De eerste paragraaf geeft de vader of de moeder de mogelijkheid een beroep te doen op zulk een analyse. In dat geval handelt de vader of moeder in eigen naam en niet als wettige vertegenwoordiger van het kind. De bedoeling is dat elke ouder, zonder dat hij moet samenwerken met de andere, een beroep kan doen op een genetische test voor identificatiedoelinden voor dat hij eventueel gerechtelijke stappen onderneemt. De andere ouder zal echter wel moeten instemmen met de bloedafname en met de uitvoering van de test.

Paragraaf 2 geeft ook het meerderjarige kind deze mogelijkheid. Het meerderjarige kind moet zelf zijn recht kunnen uitoefenen om zijn biologische afkomst te kennen alvorens hij eventueel een rechtsvordering instelt met het oog op de vaststelling of de betwisting van zijn afstamming.

## Artikel 7

Dit artikel bepaalt binnen welke termijn particulieren een beroep mogen doen op genetische analyses voor identificatiedoelinden. Om het belang van het kind wiens afstamming betwist zou kunnen worden, zo weinig mogelijk te schaden, heeft men zich bij de bepaling van deze termijnen de kortste wettige termijnen om het vaderschap binnen een huwelijk te betwisten, bepaald in de wet van 31 maart 1987. Particulieren kunnen dan ook geen beroep meer doen op genetische analyses voor identificatiedoelinden zodra het niet meer mogelijk is om de afstamming via de rechter te betwisten.

Paragraaf 1 geeft de vader of moeder een jaar na de geboorte om hun vordering in te stellen. In tegenstelling tot artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek, bepaalt het voorstel de termijn voor de vader niet op een jaar na de geboorte of de ontdekking ervan, aangezien dat laatste alleen kan worden gecontroleerd in een juridische context.

Paragraaf 2 geeft het meerderjarige kind dezelfde termijn als bepaald in artikel 332 van het Burgerlijk Wetboek.

## Article 8

L'article 8 établit le principe de l'exigence du consentement libre et éclairé de toutes les personnes concernées par le prélèvement d'échantillons et par la réalisation de l'analyse. Il s'agit d'une application du principe d'inviolabilité du corps humain déjà consacré dans la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient. Nul ne pourra donc se voir soumettre contre son gré au prélèvement et aucune forme de contrainte physique ou morale ne pourra être exercée. Afin d'assurer une protection optimale des personnes concernées et de les sensibiliser, ce consentement doit être acté dans un écrit.

Le paragraphe 2 fait une application du principe de représentation de l'enfant mineur incapable de consentir par ses représentants légaux.

## Article 9

Le paragraphe premier de l'article 9 limite les échantillons servant de base aux analyses génétiques à des fins de preuve aux seuls prélèvements sanguins. Le but de cette disposition est d'éviter que des analyses ne soient réalisées à partir de supports d'ADN déjà détachés du corps des personnes concernées, tels par exemple des cheveux ou des fragments d'ongles ou de sperme, et donc, sans leur indispensable consentement.

Le paragraphe 2 limite les laboratoires susceptibles de pratiquer les analyses génétiques à des fins de preuve aux seuls Centres de génétiques humaines agréées à cette fin. Cette disposition s'inscrit dans la perspective des garanties souhaitées par le Conseil supérieur de génétique humaine dans le souci de protection optimale de l'enfant. Il s'agit également de refuser la banalisation de la démarche qui consiste à recourir à des fins privées à des analyses génétiques à des fins d'identification.

## Article 11

Cet article entend organiser une procédure formelle ayant trait à la mise en œuvre des analyses génétiques à des fins d'identification.

Le paragraphe premier vise à assurer la vérification des conditions d'accès aux analyses à des fins d'identification prévues par cette proposition de loi.

Le paragraphe 2 a pour but d'assurer aux personnes concernées l'éclairage indispensable afin de pouvoir donner, en toute connaissance de cause, leur consentement valable au prélèvement et à l'analyse.

## Artikel 8

Artikel 8 legt het principe vast dat alle betrokkenen goed ingelicht en vrij hun toestemming moeten geven voor de afname van monsters en voor de uitvoering van de test. Dit is een toepassing van het principe van de onschendbaarheid van het menselijk lichaam dat reeds werd opgenomen in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt. Niemand kan tegen zijn wil worden onderworpen aan de afname en er mag geen enkele vorm van fysieke of morele druk op die persoon worden uitgeoefend. Om de betrokkenen de beste bescherming te bieden en hen bewust te doen omgaan met de vraag, moet deze toestemming schriftelijk worden gegeven.

Paragraaf 2 past het beginsel toe dat een minderjarig kind dat niet in staat is zelf toe te stemmen, vertegenwoordigd mag worden door zijn wettige vertegenwoordigers.

## Artikel 9

De eerste paragraaf bepaalt dat enkel bloedmonsters gebruikt mogen worden voor genetische analyses met identificatiedoeleinden. Deze bepaling voorkomt dat analyses worden uitgevoerd op DNA-dragers die niet meer vastzitten aan of in het lichaam van de betrokkenen, zodat de toestemming van die personen voor een afname, niet meer nodig is (bijvoorbeeld haren, stukjes nagel, sperma, ...).

Paragraaf 2 bepaalt dat alleen de daartoe erkende Centra voor antropogenetica genetische analyses voor identificatiedoeleinden mogen uitvoeren. Zo biedt dit artikel de garanties die de Hoge Raad voor de Antropogenetica vroeg met betrekking tot de best mogelijke bescherming van het kind. Tegelijk wordt voorkomen dat de stap van particulieren naar een genetische analyse voor identificatiedoeleinden als een futiliteit wordt beschouwd.

## Artikel 11

Dit artikel sterkt ertoe een formele procedure uit te werken voor de uitvoering van genetische analyses voor identificatiedoeleinden.

De eerste paragraaf sterkt ertoe te garanderen dat wordt voldaan aan de in dit voorstel bepaalde voorwaarden om analyses te kunnen laten uitvoeren.

Paragraaf 2 sterkt ertoe te garanderen dat de betrokkenen over voldoende informatie beschikken om met kennis van zaken hun toestemming te geven voor de afname en de analyse.

**Article 12**

Cet article vise à introduire certaines garanties d'efficacité lors de la réalisation de l'analyse. Il s'agit notamment de se prémunir contre les risques de manipulations erronées d'échantillons préalablement à l'analyse et au cours de celle-ci.

**Article 13**

Cet article vise à garantir la communication des résultats de l'analyse dans des conditions permettant de manière optimale la protection des personnes concernées et de gérer au mieux les impacts psychologiques éventuellement générés par les résultats de l'analyse. L'exigence d'un entretien avec les personnes intéressées vise à éviter la communication des résultats par voie postale, téléphonique, informatique ou par quelque autre mode que ce soit.

**Article 14**

Cet article s'inscrit dans les perspectives dégagées par le Conseil supérieur de génétique humaine.

**Article 15**

Cet article vise à permettre la conservation éventuelle des échantillons moyennant l'accord des personnes concernées en vue de la réalisation éventuelle d'une autre analyse à des fins d'identification. Cette hypothèse se présentera en cas d'échec éventuel de la première analyse. Le délai de conservation maximal d'un an s'inscrit dans la perspective de la possibilité d'une éventuelle action en justice ultérieure.

**Article 16**

Cet article vise à proscrire la mise à disposition du public de kits ADN vendus notamment via internet mais aussi par tous les moyens de communication présents et à venir. Cette interdiction se justifie compte tenu des risques générés par la pratique « sauvage » des analyses génétiques à des fins d'identification. Elle s'inspire des recommandations formulées par le Conseil supérieur de génétique humaine dans le souci de protection des enfants concernés et de l'équilibre des familles.

Clotilde NYSENS.  
René THISSEN.  
Christian BROTCORNE.  
Luc PAQUE.

\*  
\* \*

**Artikel 12**

Dit artikel voorziet in een aantal waarborgen om de analyse efficiënt te laten verlopen. De betrokkenen moeten met name beschermd worden tegen een mogelijke verkeerde behandeling van monsters voor en tijdens de analyse.

**Artikel 13**

Dit artikel bepaalt dat de resultaten van de analyse moeten worden meegedeeld in omstandigheden waarbij de betrokkenen zo goed mogelijk beschermd worden en waarbij de psychologische gevolgen van de testresultaten zo goed mogelijk ingeschatt worden. De vereiste van een onderhoud met de betrokkenen is bedoeld om te voorkomen dat de resultaten per post, per telefoon, langs elektronische weg of op welke andere manier ook, worden meegedeeld.

**Artikel 14**

Dit artikel komt tegemoet aan de opmerkingen van de Hoge Raad voor de Antropogenetica.

**Artikel 15**

Dit artikel maakt het mogelijk de monsters te bewaren als de betrokkenen daarin toestemmen, om achteraf eventueel een andere analyse voor identificatiedoeleinden uit te voeren. Dit kan bijvoorbeeld nodig zijn als de eerste analyse mislukt. De maximale bewaringstermijn van een jaar, heeft te maken met de mogelijkheid dat achteraf een rechtsvordering wordt ingesteld.

**Artikel 16**

Dit artikel verbiedt dat DNA-kits voor het publiek ter beschikking worden gesteld via internet, maar ook via alle andere huidige en toekomstige communicatiemiddelen. Dit verbod is gerechtvaardigd omdat het in het wilde weg uitvoeren van genetische tests voor identificatiedoeleinden heel wat risico's inhoudt .... Het komt tegemoet aan de aanbevelingen van de Hoge Raad voor de Antropogenetica om de betrokkenen kinderen te beschermen en het evenwicht in het gezin te behouden.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI****CHAPITRE I****Dispositions générales****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

La présente loi règle les conditions d'exécution de l'analyse génétique humaine à des fins d'identification en matière civile, la conservation des échantillons ainsi que la communication des résultats.

**CHAPITRE II****Définitions****Art. 3**

Au sens de la présente proposition de loi il y a lieu d'entendre par:

*a) «Analyses à des fins d'identification»:* analyses génétiques en vue de déterminer l'identité d'une personne et de résoudre une question de descendance;

*b) «Échantillon»:* tout matériel biologique recueilli pour les besoins d'une analyse génétique;

*c) «Personnes concernées»:* personnes dont le patrimoine génétique est analysé et dont proviennent des échantillons génétiques.

**CHAPITRE III****Principes généraux****Art. 4**

§ 1<sup>er</sup>. Une analyse génétique à des fins d'identification ne peut pas rechercher d'informations sur la santé ou les autres caractéristiques personnelles, à l'exception du sexe de la personne concernée.

**WETSVOORSTEL****HOOFDSTUK I****Algemene bepalingen****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

Deze wet regelt de voorwaarden waaronder in burgerlijke zaken menselijke genetische analyses voor identificatiedoelen kunnen worden uitgevoerd, de bewaring van de monsters en de bekendmaking van de resultaten.

**HOOFDSTUK II****Begripsbepalingen****Art. 3**

In dit wetsvoorstel wordt verstaan onder:

*a) «Analyses voor identificatiedoelen»:* genetische analyses die tot doel hebben de identiteit van een persoon vast te stellen en een afstammingsprobleem op te lossen.

*b) «Monster»:* al het biologisch materiaal dat verzameld wordt om een genetische analyse uit te voeren.

*c) «Betrokkenen»:* personen wier erfelijk materiaal geanalyseerd wordt en van wie de genetische monsters afkomstig zijn.

**HOOFDSTUK III****Algemene principes****Art. 4**

§ 1. Bij een genetische analyse voor identificatiedoelen mag geen informatie worden verzameld over de gezondheid of over andere persoonlijke kenmerken van de betrokken persoon, met uitzondering van gegevens over diens geslacht.

§ 2. Le rapport d'expertise ne doit contenir que les données nécessaires à l'identification du profil ADN ou du sexe des personnes concernées.

#### CHAPITRE IV

##### **Champ d'application**

###### Art. 5

En matière civile, les analyses génétiques aux fins d'identification d'une personne peuvent être mises en œuvre :

— soit, conformément à l'article 331*octies* du Code civil, en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge saisi d'une action tendant à l'établissement ou à la contestation d'une filiation ou de l'action visée à l'article 336 du Code civil;

— soit à titre privé, en dehors de toute procédure judiciaire, en vue de résoudre une question de descendance.

#### CHAPITRE V

##### **Conditions**

###### Art. 6

§ 1<sup>er</sup>. Les père et mère d'un enfant mineur, agissant ensemble ou séparément, sont admis à recourir à titre privé aux analyses génétiques à des fins d'identification en vue de résoudre une question de descendance.

§ 2. L'enfant majeur est admis à recourir à titre privé aux analyses génétiques à des fins d'identification en vue de résoudre une question de descendance.

###### Art. 7

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande d'analyse génétique à des fins d'identification émane des père et mère ou du père ou de la mère d'un enfant mineur, celle-ci doit être introduite dans l'année de la naissance.

§ 2. Lorsque la demande d'analyse génétique émane de l'enfant majeur, celle-ci doit être introduite dans les quatre ans à dater de sa majorité.

§ 2. Het onderzoeksverslag mag alleen gegevens bevatten die nodig zijn voor de identificatie van het DNA-profiel of het geslacht van de betrokkenen.

#### HOOFDSTUK IV

##### **Werkingssfeer**

###### Art. 5

In burgerlijke zaken mogen genetische analyses voor identificatiedoelen gebruikt worden :

— ofwel, overeenkomstig artikel 331*octies* van het Burgerlijk wetboek, ter uitvoering van een onderzoeksmaatregel die wordt bevolen door de rechter bij wie een vordering aanhangig is tot vaststelling of betwisting van een afstamming of een vordering bedoeld in artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek;

— ofwel door particulieren, buiten het kader van een gerechtelijke procedure, om een afstammingsprobleem op te lossen.

#### HOOFDSTUK V

##### **Voorwaarden**

###### Art. 6

§ 1. De ouders van een minderjarig kind mogen samen of elk afzonderlijk, als particulieren een beroep doen op genetische analyse voor identificatiedoelen om een afstammingsprobleem op te lossen.

§ 2. Het meerderjarige kind mag als particulier een beroep doen op genetische analyse voor identificatiedoelen om een afstammingsprobleem op te lossen.

###### Art. 7

§ 1. Als om een genetische analyse voor identificatiedoelen wordt verzocht door de ouders of de vader of moeder van een minderjarig kind, moet dit verzoek ingediend worden binnen een jaar na de geboorte van het kind.

§ 2. Als om een genetische analyse voor identificatiedoelen wordt verzocht door het meerderjarige kind, moet dit verzoek ingediend worden in de loop van de eerste vier jaren van zijn meerderjarigheid.

**Art. 8**

§ 1<sup>er</sup>. Les personnes concernées ne peuvent être soumises au prélèvement d'échantillons et à la réalisation des analyses génétiques à des fins d'identification que moyennant leur consentement libre et éclairé par écrit.

§ 2. Les parents exerçant l'autorité sur le mineur consentent en son nom et dans son intérêt au prélèvement d'échantillons et à la réalisation du test.

**CHAPITRE VI****Procédure****Art. 9**

§ 1<sup>er</sup>. Les analyses génétiques à des fins d'identification sont effectuées exclusivement sur base d'échantillons sanguins prélevés sur les personnes concernées et moyennant le respect du prescrit de l'article 7.

§ 2. Seuls les Centres de génétique humaine agréés à cette fin sont autorisés à procéder aux prélèvements d'échantillons et à l'analyse génétiques à des fins d'identification. Ils exécutent ces analyses dans le respect de la procédure décrite aux articles 11 et 12.

**Art. 10**

Le Roi détermine les conditions et la procédure d'agrément des Centres de génétique humaine en vue de l'application de la présente loi.

**Art. 11**

§ 1<sup>er</sup>. Préalablement au prélèvement des échantillons, le Centre de génétique humaine qui a été saisi de la demande d'analyse génétique à des fins d'identification est tenu d'organiser un entretien avec les personnes majeures concernées en vue de vérifier le respect des conditions prévues aux articles 5 et 6 et de cerner leurs motivations.

§ 2. Au cours de cet entretien, les personnes majeures concernées doivent notamment être renseignées sur:

- le but, le type et la précision de l'analyse;
- les éventuels risques d'échec de celle-ci;
- la possibilité de découvrir des résultats inattendus;

**Art. 8**

§ 1. De betrokkenen kunnen alleen worden onderworpen aan de afname van monsters en aan de uitvoering van genetische tests voor identificatiedoelen als zij goed geïnformeerd en vrij hun schriftelijke toestemming hebben gegeven.

§ 2. Ouders die het gezag uitoefenen over een minderjarige stemmen namens de minderjarige en in diens belang in met de afname van monsters en met de uitvoering van de test.

**HOOFDSTUK VI****Procedure****Art. 9**

§ 1. De genetische analyses voor identificatiedoelen worden uitsluitend uitgevoerd op basis van bloedmonsters die werden afgenoem van de betrokkenen, met inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel 7.

§ 2. Alleen de daartoe erkende Centra voor antropogenetica mogen de monsters afnemen en de genetische analyse voor identificatiedoelen uitvoeren. Bij de uitvoering van deze analyses nemen zij de procedure beschreven in de artikelen 11 en 12 in acht.

**Art. 10**

De Koning bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de Centra voor Antropogenetica met het oog op de toepassing van deze wet.

**Art. 11**

§ 1. Het Centrum voor antropogenetica dat het verzoek om een genetische analyse voor identificatiedoelen krijgt, moet, voordat het overgaat tot de afname van de monsters, eerst een onderhoud hebben met de betrokken meerderjarige personen om na te gaan of de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6 zijn nageleefd en om hun motivatie te peilen.

§ 2. Tijdens dat onderhoud moeten de betrokken meerderjarige personen met name informatie krijgen over:

- het doel en de nauwkeurigheid van de analyse en het type analyse;
- het risico dat de analyse mislukt;
- de kans dat er onverwachte resultaten opduiken;

- les incidences psychosociales et juridiques des résultats;
- l'absence de remboursement par la sécurité sociale du coût de l'analyse;
- les mesures de soutien mises à leur disposition lors de la communication du résultat de l'analyse.

§ 3. Le Centre de génétique humaine saisi de la demande vérifie en outre l'identité des personnes concernées.

#### Art. 12

§ 1<sup>er</sup>. Le prélèvement des échantillons est réalisé au Centre de génétique humaine par un médecin compétent.

§ 2. Les personnes concernées procèdent à la vérification de l'identification de ce prélèvement préalablement à la réalisation de l'analyse par le Centre de génétique humaine qui a été saisi de la demande.

#### CHAPITRE VII

##### **Communication des résultats et suivi des personnes concernées**

#### Art. 13

§ 1<sup>er</sup>. Les résultats de l'analyse génétique à des fins d'identification sont communiqués par le médecin désigné à l'article 11 au cours d'un entretien particulier.

§ 2. À la demande des personnes concernées, la présence d'un psychologue choisi par eux ou, à défaut, attaché aux services du Centre de génétique humaine saisi de la demande, peut être requise.

#### Art. 14

Suite à la communication des résultats et à la demande des personnes concernées, un suivi psychologique est organisé par le Centre de génétique humaine en collaboration avec un psychologue attaché à ce centre.

#### CHAPITRE VIII

##### **Conservation des échantillons**

#### Art. 15

§ 1<sup>er</sup>. Les personnes concernées ou lorsqu'une des personnes concernée est mineure, ses représentants

- de psychosociale en juridische implicaties van de resultaten;

— het feit dat de ziekteverzekeringsmaatschappij de kosten voor de analyse niet terugbetaalt;

— de hulp die zij ter beschikking hebben op het ogenblik dat de resultaten hen worden meegedeeld.

§ 3. Het Centrum voor antropogenetica dat het verzoek krijgt, controleert bovendien de identiteit van de betrokken personen.

#### Art. 12

§ 1. De afname van monsters wordt in het Centrum voor antropogenetica uitgevoerd door een bevoegde arts.

§ 2. Voordat het Centrum voor antropogenetica dat het verzoek om analyse heeft gekregen, overgaat tot de analyse zelf, controleren de betrokkenen of de afgenomen monsters wel degelijk van henzelf zijn.

#### HOOFDSTUK VII

##### **Mededeling van de resultaten en begeleiding van de betrokkenen**

#### Art. 13

§ 1. De resultaten van de genetische analyse voor identificatieloeleinden worden tijdens een persoonlijk onderhoud meegedeeld door de in artikel 12 bedoelde arts.

§ 2. Op vraag van de betrokkenen kan een psycholoog aanwezig zijn. De betrokkenen kiezen deze psycholoog zelf of doen een beroep op een psycholoog die verbonden is aan het Centrum voor antropogenetica dat het verzoek heeft gekregen.

#### Art. 14

Nadat de resultaten zijn meegedeeld wordt, op vraag van de betrokkenen psychologische begeleiding georganiseerd door het Centrum voor antropogenetica, dat daarvoor een beroep doet op een psycholoog die verbonden is aan het centrum.

#### HOOFDSTUK VIII

##### **Bewaring van de monsters**

#### Art. 15

§ 1. De betrokkenen of, indien een van de betrokkenen minderjarig is, diens wettige vertegenwoordi-

légaux, décident de la conservation ou de la destruction des échantillons.

§ 2. Le cas échéant, la conservation des échantillons est assurée par le Centre de génétique humaine saisi de la demande pour une durée ne pouvant excéder un an.

§ 3. Les échantillons conservés par le Centre de génétique humaine saisi de la demande ne peuvent être réutilisés à d'autres fins qu'une nouvelle analyse génétique aux fins d'identification.

## CHAPITRE IX

### Pratiques interdites

Art. 16

Sont interdites :

- les pratiques consistant à mettre intentionnellement ou par négligence à disposition du public des tests d'identification génétiques par n'importe quelle voie de communication;
- les pratiques consistant à importer ou à mettre en circulation des tests génétiques à des fins d'identification.

## CHAPITRE X

### Dispositions pénales

Art. 17

Sera puni d'une peine d'amende de 100 à 500 euros :

- quiconque aura procédé à des examens génétiques à des fins d'identification en violation des conditions prévues par la présente loi;
- quiconque aura intentionnellement ou par négligence, mis à disposition du public des tests génétiques par n'importe quel mode de communication;
- quiconque aura importé ou mis en circulation des tests génétiques à des fins d'identification.

23 juin 2003.

Clotilde NYSENNS.  
René THISSEN.  
Christian BROTCORNE.  
Luc PAQUE.

gers, beslissen of de monsters bewaard dan wel vernietigd worden.

§ 2. Voor de eventuele bewaring wordt gezorgd door het Centrum voor antropogenetica dat het verzoek heeft gekregen. De monsters mogen niet langer dan een jaar bewaard worden.

§ 3. De monsters die door het Centrum voor antropogenetica worden bewaard, mogen uitsluitend worden gebruikt voor een nieuwe genetische analyse voor identificatiedoelen.

## HOOFDSTUK IX

### Verboden praktijken

Art. 16

Verboden zijn :

- praktijken waarbij met opzet of door nalatigheid tests voor genetische identificatie ter beschikking worden gesteld van het publiek, via welk communicatiemiddel ook;
- praktijken waarbij genetische tests voor identificatiedoelen worden ingevoerd of in de handel gebracht.

## HOOFDSTUK X

### Strafbepalingen

Art. 17

Met geldboete van honderd euro tot vijfhonderd euro wordt gestraft :

- hij die genetische onderzoeken voor identificatiedoelen heeft uitgevoerd zonder te voldoen aan de voorwaarden bepaald in deze wet;
- hij die met opzet of door nalatigheid tests voor genetische identificatie ter beschikking heeft gesteld van het publiek, via welk communicatiemiddel ook;
- hij die genetische tests voor identificatiedoelen ingevoerd of in de handel gebracht heeft.

23 juni 2003.